

PUBLICITÉ MARKETING

Claude Picher



Le Beaujolais nouveau: un coup de génie!

La fièvre du Beaujolais nouveau, qui vient une fois de plus de balayer le Québec, tient du coup de marketing génial!

En deux jours, les Québécois se sont rués sur les 32 000 caisses mises en vente dans les magasins de la Société des alcools. Cela représente des ventes frisant les \$4 millions.

Cet engouement phénoménal (que l'on retrouve d'ailleurs aux États-Unis, au Japon, en Angleterre, en Allemagne, à Hong-Kong, sans parler de la France) est d'autant plus surprenant que le produit lui-même n'a rien d'exceptionnel. La plupart des connaisseurs considèrent le Beaujolais nouveau comme un bon petit vin agréable, certes, mais qui n'a aucun rapport avec les bons crus de Bordeaux que l'on peut obtenir pour le même prix.

« Quand vous achetez une bouteille de Beaujolais nouveau, vous n'achetez pas du vin; vous achetez un événement », explique Jean Morin, vice-président de la maison Cossette Communications Marketing et spécialiste de la question. « Aucun doute: les producteurs de Beaujolais ont réussi un des plus beaux coups de marketing de la décennie, en créant de toutes pièces une demande phénoménale à partir d'un produit somme toute assez banal ».

Leur astuce est d'avoir occupé le « creux » qui existe entre la fin des vacances d'été et la période des Fêtes. En termes de marketing, ils ont trouvé une « niche » parfaite: novembre, un des mois les plus déprimants de l'année, coïncide avec la production du Beaujolais nouveau. Il y a une dizaine d'années, les producteurs y ont vu une occasion unique d'inonder la France d'abord, puis les marchés mondiaux. Le succès a été immédiat. Se procurer du Beaujolais nouveau, c'est ce qu'il y a de plus « in », dans la frissonnante grisaille de l'automne agonisant!

Au Québec, la progression des ventes est fulgurante: en 1975, première année où la SAQ importe du Beaujolais nouveau, on se contente de 200 caisses... qui partent en quelques heures! L'année suivante, on augmente le nombre de caisses à 400 et tout est écoulé dans le temps de la dire. Littéralement! L'engouement est à peine séché sur les communiqués annonçant l'arrivée du Beaujolais nouveau que les queues se forment à la porte de la Maison des vins. Le phénomène se répète d'année en année: 1 900 caisses en 1977, 6 000 en 1979, 12 000 en 1981, 24 000 en 1983, 30 000 l'an dernier. Cette année, la SAQ a commandé 40 000 caisses, mais 8 000 d'entre elles n'ont pas été mises en vente, lorsque la société d'État a constaté leur mauvaise qualité à l'arrivée à Montréal.

« C'est l'exemple parfait du bon produit, au bon moment, à la bonne place, la combinaison dont rêvent tous les stratèges de marketing », observe M. Morin. « S'il est un cas où l'on peut bien dire que le marketing, c'est le produit, c'est bien celui-là. Il suffit que la SAQ dise que le Beaujolais nouveau est arrivé, et les amateurs font le reste... »

Dans les circonstances, on comprend que l'effort de promotion ne coûte pratiquement rien. Cette année, la SAQ y a consacré environ \$35 000, tout compris. Pour des ventes de \$4 millions en quelques heures! Quand on sait que l'effort de promotion qui accompagne le lancement d'une nouvelle marque de bière au Québec va facilement chercher dans le million de dollars... (pour le marché québécois, c'est la règle: une bière, un million).

Mais où donc s'arrêtera la frénésie?

« Notre problème », reconnaît un porte-parole de la SAQ, « c'est qu'on ne sait pas encore où se situe le point de saturation. Ce qu'on cherche à éviter, c'est d'avoir un surplus: à partir du moment où le Beaujolais nouveau commencera à dormir sur les tablettes, il perdra son attrait! On augmente donc les quantités à chaque année, et à chaque année, c'est le même succès ».

Avec 40 000 caisses, 1985 devait constituer une année-test pour mieux évaluer le marché, mais deux événements ont perturbé ce projet. D'une part, le nombre élevé de caisses retenues pour des raisons de qualité: d'autre part, le conflit de travail à la SAQ. « Au lieu de tout vendre en deux heures, nous avons tout vendu en deux jours. C'est pas normal! Et comment voulez-vous mener une analyse de marché quand le marché n'est pas normal? », demande le porte-parole. L'an prochain, on envisage de reprendre le test en important 15 000 caisses.

• • •

La Caisse pop d'Youville s'en va-t-en guerre...

La Caisse populaire d'Youville (actifs de \$77 millions) a lancé, hier soir, une des plus importantes initiatives de marketing jamais entreprises par une caisse pop pour conquérir le marché du financement industriel et commercial. L'offensive a été planifiée par le nouveau directeur général de l'institution, Serge Vallières (en poste depuis mai), et s'étale sur près d'un an. Quelque 5 000 dépliant axés sur les témoignages de clients satisfaits seront distribués à partir d'une liste d'envoi minutieusement préparée depuis plusieurs mois. La Caisse d'Youville, située dans le Nord de Montréal, offre tous les services reliés au financement industriel et commercial, et réalise déjà 6,6 p. cent de son volume d'affaires dans ce secteur. Pour une caisse pop, cette proportion est passablement élevée. M. Vallières ne vise rien de moins que de doubler le volume de prêts industriels et commerciaux d'ici un an.

• • •

Premier prix à Alexis-Nihon

La société montréalaise de développement immobilier Alexis-Nihon vient de remporter le prix de la meilleure brochure publicitaire de la National Association of Industrial and Office Park, organisation américaine regroupant la plupart des parcs industriels en Amérique du Nord. La brochure gagnante, un 8-pages couleurs à la présentation aérée, vante les mérites du parc industriel Alexis-Nihon, espace de 250 acres situé 32e avenue, à Lachine, et ouvert il y a trois ans. Les phases I et II du parc industriel ont déjà entraîné des investissements de \$25 millions. Le parc entreprend actuellement sa troisième phase de développement. La société montréalaise l'a emporté sur plus de 200 concurrents.

Pepsi investit \$30 millions dans son usine de St-Laurent

Pepsi-Cola annonce aujourd'hui qu'elle investira entre \$26 et \$30 millions pour agrandir et moderniser ses installations, surtout à Saint-Laurent.

LAURIER CLOUTIER

La compagnie a déjà investi \$9 millions en deux mois pour agrandir de 60 000 pieds carrés son usine de Saint-Laurent. Ayant dépassé récemment Coca-Cola au Canada et dans les régions du Québec, sauf à Montréal, selon les dernières statistiques Nielsen, Pepsi-Cola de Montréal estime qu'elle y possèdera bientôt la plus importante usine d'emballage au Canada. « Le président James A.

Smith, doit indiquer aussi aujourd'hui qu'en raison d'un outillage à la fine pointe de la technologie, les installations de Saint-Laurent deviendront une usine-pilote dans l'emballage dont pourra s'inspirer Pepsi International.

Plusieurs personnalités doivent participer à l'annonce du projet, déjà en cours, dont le ministre de l'Habitation et député sortant de Crémazie, Guy Tardif. Le ministre des Finances, Bernard Landry, n'a pu accepter l'invitation puisqu'il participe à la conférence fédérale-provinciale de Halifax avec le premier ministre Pierre Marc Johnson.

Depuis l'acquisition de l'usine de Seven-Up à Saint-

Laurent, au début de l'année, Pepsi compte des installations dans cinq parties différentes de Montréal, pendant que Seven-Up embouteille Pepsi en Ontario.



Centralisation à Saint-Laurent

Les installations de la rue Jean-Talon ne sont plus adéquates. Pepsi doit aussi fer-

mer les locaux de Canada Dry à Lachine et l'entrepôt de LaSalle. La compagnie agrandit par contre celles du boulevard Thimens, à Saint-Laurent, pour l'emballage du Seven-Up et des produits de Pepsi, de même que celles du boulevard Viau, à Saint-Léonard, pour le marché des canettes de l'ensemble du Québec.

Vent dans les voiles

Pepsi a le vent dans les voiles depuis sa campagne agressive contre Coke qui a fini par lancer deux produits, le Classique et le Nouveau, pour contre-attaquer mais sans le succès espéré.

De plus, Coke connaît au Québec des problèmes avec

ses embouteilleurs régionaux indépendants. Pas moins de 25 (sur un total de 35) d'entre eux ont fermé leurs portes ces derniers temps dans les régions — à la suite de faillites, cessation de affaires ou regroupements — et Coke a pris directement la relève pour approvisionner les points de vente.

Par contre, Pepsi dénombre 72 embouteilleurs indépendants au Canada, dont 28 au Québec, regroupés dans une association. Une vingtaine réalisent également des affaires en embouteillant Seven-Up, Canada Dry et Orange Crush. Ils sont « la pierre angulaire » de notre succès, estime David Read, directeur général de Pepsi Canada au Québec.

Investissement de \$50 millions dans l'industrie du logiciel à Montréal

Le projet de Bell & Howell créera 600 emplois

Bell and Howell compte investir \$50 millions dans un projet de recherche et développement qui va créer 600 emplois dans l'industrie montréalaise du logiciel, a appris la Presse Canadienne de diverses sources.

MIVILLE TREMBLAY de la Presse Canadienne

L'annonce en sera faite cet après-midi par M. Robert D. Hbhuff (prononcez « off »), président de la multinationale américaine, au cours d'une réception à laquelle il a convié des personnalités publiques, dont le

premier ministre Pierre Marc Johnson.

En deux phases de \$25 millions et 300 emplois chacune, Bell and Howell veut développer un appareil capable de lire, numériser, encoder, entreposer, retracer et transmettre des images de documents, tels des rapports d'impôt.

Par ailleurs, même si la compagnie n'en fera pas l'annonce demain, la Presse Canadienne a appris qu'elle étudie également la possibilité de construire à Sherbrooke, au coût de \$5 millions, une usine fabriquant un tel appareil. Ce dossier est étudié par l'OCRI pour

une subvention fédérale de \$2,6 millions.

Pour le projet de recherche et développement, le gouvernement du Québec accordera une assistance de \$5,8 millions. Mais à la grande surprise du cabinet de M. Rodrigue Biron, ministre de l'Industrie et du Commerce, Bell and Howell a tenu à annoncer son projet dès maintenant, même si elle attend toujours une réponse officielle d'Ottawa pour une subvention de \$5 millions. Il faut dire cependant que la compagnie espère beaucoup décrocher un important contrat du ministère québécois du Revenu.

Il s'agit en fait d'un ancien projet qui a survécu à une faillite, mais non sans perdre quelques plumes. Il y a un an, Storage Technologies Corporation of Canada (STC) voulait investir à Montréal \$70 millions dans la recherche et le développement, et \$5 millions pour l'usine de Sherbrooke.

Or STC, un important producteur de logiciels et d'équipement informatique, situé à Louisville au Colorado, tente depuis plusieurs mois de se réorganiser sous le couvert du chapitre 11 de la loi américaine des faillites. La compagnie a perdu \$US 505,5 millions, notam-

ment en essayant de construire un ordinateur de grande puissance et de concurrencer IBM sur son propre terrain. MIS à part ses logiciels, STC s'était taillé une réputation enviable dans la fabrication d'équipements servant à l'emmagasinement et à l'impression de données informatiques.

La filiale canadienne (actif de \$16 millions) risquait de couler dans la tourmente, mais Bell and Howell, un autre géant de l'électronique et de l'audio-visuel, l'a acquise tout récemment et entend mener à bien les investissements projetés.

Bell demande des modifications aux frais d'interurbain

OTTAWA — Selon la société Bell Canada, bon nombre d'usagers de l'interurbain pourraient réduire leurs frais de communications si le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) approuvait les changements qu'elle propose pour les tarifs de l'interurbain et les services privés de transmission de la voix et des données.

Dans l'ensemble, affirme-t-elle, ces changements simplifieraient les tarifs et les redistribueraient. Les réductions et les frais entre les services. Et Bell assure du même souffle qu'elle n'en retirerait aucune augmentation de revenus; tout au plus, ces changements lui permettraient de continuer, selon ses termes, à offrir un service de qualité à des tarifs qualifiés de « réalistes et raisonnables ».

Les changements proposés par Bell sont les suivants:

— réduction de 10 p. cent en moyenne des tarifs des jours ouvrables pour les appels à plus de 100 milles faits par l'usager;

— remplacement du tarif minimum de trois minutes pour les appels acheminés par le téléphoniste par des tarifs d'appels faits par l'usager et des frais pour l'assistance du téléphoniste;

— remaniement des périodes et des niveaux des tarifs réduits pour les appels interurbains;

— introduction d'une réduction uniforme de 50 p. cent au cours de toute la fin de semaine, c'est-à-dire à partir de 23 h le vendredi jusqu'à 8 h le lundi;

— restructuration du service WATS pour permettre des économies plus substantielles aux usagers qui font un usage moyen de ce service, tout en augmentant de façon modérée les tarifs pour certains usagers importants;

— restructuration des tarifs des circuits téléphoniques privés de manière à rendre les circuits à grande distance moins dispendieux, tout en augmentant les tarifs des circuits à courte distance (cette mesure est celle qui touche le plus grand nombre d'usagers);

— restructuration des tarifs du Telpak de manière à rendre les groupes plus petits de circuits moins dispendieux, tout en augmentant les tarifs des groupes plus importants.

« Nous croyons que ces modifications tarifaires vont avantager la majorité des abonnés des services de résidence et d'affaires qui font des appels durant les jours ouvrables », a dit M. Claude Beauregard, vice-président adjoint aux Affaires publiques. « Nous voulons réduire les frais de communications d'affaires tout en rendant moins intéressante l'entrée de concurrents sur le marché. »



Bell Canada propose des changements aux frais d'interurbain mais cette demande toucherait aussi les tarifs des circuits à courte distance.

Pour la première fois, une banque canadienne est vendue à des intérêts étrangers

TORONTO (PC) — L'une des petites banques canadiennes qui passé avec succès l'examen d'une équipe spéciale d'inspection, le mois dernier, fait l'objet d'une prise de contrôle par une banque américaine.

C'est la première fois que des intérêts étrangers acquièrent une banque canadienne et le critique financier du Nouveau Parti démocratique, M. Nelson Riis, a soutenu que cette transaction érodait encore davantage le système bancaire canadien.

La compagnie Security Pacific Corp., conglomérat

de services financiers basé à Los Angeles et opérant dans plus d'une vingtaine de pays, a révélé hier qu'elle avait conclu un marché portant sur la fusion de la Morguard Bank, de Vancouver, avec sa propre filiale torontoise, Security Pacific Bank du Canada.

La nouvelle banque sera connue sous le nom de Security Pacific Bank Canada et aura son siège social à Vancouver, mais ses propriétaires seront à 100 p. cent de Los Angeles, a indiqué le président de Security Pacific Canada, M. Robert Clemens.

Les conditions financières de la transaction n'ont pas été rendues publiques.

Pour être valide, l'affaire doit d'abord recevoir le feu vert des autorités canadiennes et américaines. Cependant, des sources proches de la banque Morguard ont fait savoir que la fusion avait déjà reçu l'approbation de principe de l'Inspecteur général des banques du Canada, William Kennett, et du ministre canadien des Finances, Michael Wilson.

Morguard était en vente depuis deux mois, a fait remarquer un analyste bancaire.

MONTREAL 136 36 (-0 68)	TORONTO 2811 54 (-8 38)	1456 77 (+0 12) DOW JONES	L'OR (New York) \$331 00 (-1 30)	CANADIEN +1/100 72 59
-------------------------------	-------------------------------	---------------------------------	--	-----------------------------

NOMINATIONS STELCO



D. Allan



Gordon W.R. Bowlby



Robert E. Heneault



John E. Hood

Le conseil d'administration de Stelco Inc. est heureux d'annoncer la nomination de M. J.D. Allan au poste de président du conseil d'administration. Il succède ainsi à M. J. Peter Gordon qui prend sa retraite après avoir passé 39 ans au service de la compagnie. M. Allan continuera à occuper le poste de président-directeur administratif. Le conseil d'administration est également heureux d'annoncer les nominations de MM. Gordon W.R. Bowlby, Robert E. Heneault et John E. Hood aux postes de vice-présidents exécutifs. Toutes ces nominations entreront en vigueur le 1er décembre 1985.



CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC

COLLOQUE

LES NOUVEAUX PROGRAMMES FÉDÉRAUX D'AIDE À L'EMPLOI... COMMENT FAIRE UN MAXIMUM DE L'AIDE FINANCIÈRE DISPONIBLE

Le 12 décembre 1985, de 8h45 à 12h15 au Centre Sheraton, Montréal

Organisé par le Conseil du Patronat du Québec, en collaboration avec Emploi et Immigration Canada

Information et inscriptions: 288-5161

Emploi et Immigration Canada

Immigration and Immigration Canada

WESTCOAST TRANSMISSION COMPANY LIMITED AVIS DE REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION

Aux détenteurs des débetures 7½% convertibles, première série, échéant le 1^{er} janvier 1991.

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que, aux termes des dispositions de l'acte de fiducie daté du 15 décembre 1970 (l'«acte de fiducie») entre Westcoast Transmission Company Limited (ci-après appelée «la société») et La compagnie de fiducie Canada Permanent, en tant que fiduciaire, la société remboursera le premier jour de janvier 1986 (ci-après appelée la «date de remboursement par anticipation») une somme en capital globale de 433 000 \$ des débetures 7½% convertibles, première série (ci-après appelées les «débetures première série»), soit la totalité des débetures première série émises en vertu de l'acte de fiducie qui demeurent en cours à la date de remboursement par anticipation à un prix égal à 101,9 p. cent de la somme en capital de celles-ci, de même que l'intérêt non versé sur la somme en capital et couru à la date de remboursement par anticipation.

Aux termes de l'acte de fiducie, les débetures première série viendront à échéance et seront payables au prix mentionné ci-dessus à la date de remboursement par anticipation sur présentation et remise des débetures première série (de même que tous les coupons non échus y afférents) à toute succursale au Canada de La Banque Royale du Canada. Les coupons échus relatifs aux débetures première série devraient être détachés des certificats de débetures première série avant présentation et être encaissés par le détenteur de façon normale. L'intérêt couru et non versé sur les débetures première série immatriculées quant au capital et à l'intérêt sera payé par la société de la façon normale.

ET AVIS EST EN OUTRE DONNÉ qu'à compter de ladite date de remboursement par anticipation, la totalité de l'intérêt sur la somme en capital des débetures première série à rembourser cesse d'être payable, et les coupons pour l'intérêt échéant après ladite date de remboursement par anticipation pour les débetures première série sont sans effet.

Daté à Vancouver (Colombie-Britannique) le 15 novembre 1985.

WESTCOAST TRANSMISSION COMPANY LIMITED
P.G. Griffin
Vice-président, chef du contentieux et secrétaire

ÉCONO-FLASHES

ANDRÉ CHÉNIER

Records on Wheels en fête!

■ Pour célébrer sa première année d'implantation au Québec, Records on Wheels tenait hier une petite fête pour sa clientèle à ses bureaux de la rue Guénette à Saint-Laurent. Le président de cette entreprise qui a débuté il y a dix ans avec un autobus scolaire à Toronto et dont le chiffre d'affaires canadien est maintenant de \$20 millions, M. Vito Ierullo, était présent pour la circonstance. Il devait parler notamment de la spécialité de l'organisation, la mesure sur disque dite «alternative», c'est-à-dire celle qu'on ne se dispute pas comme des best-sellers dans une guerre de prix de disquaires, mais qui coûte moins cher et mérite cependant qu'on la reconnaisse. Records on Wheels compte parmi ses clients du Québec où elle est implantée depuis le 11 mars 1975: Dutch's, Va et Vient, et la librairie Renaud-Bray à Montréal; le Colimaço à Trois-Rivières; les Importations Vinyl à Québec et André Archambeault à Saint-Hyacinthe.

Cyprus finit la vente d'une mine

■ Cyprus Anvil Mining Corp., filiale de Dome Petroleum, a finalisé la vente de certains de ses actifs à Curragh Resources Corp., de Calgary, qui dirige Clifford Frame, ancien président de Denison Mines. Le montant de cette transaction, qui englobe une mine de plomb, de zinc et de cuivre, n'a pas été précisé.

Rachat d'actions par Omega Hydrocarbons

■ La compagnie Omega Hydrocarbons Ltd., de Calgary, attend le feu vert des régies intéressées pour racheter, à la Bourse de Toronto, jusqu'à 1,5 million (11,48 p. cent) de ses actions ordinaires émises et en circulation, au prix de \$8,75 l'action. Omega veut annuler ces actions et en informer ses actionnaires par écrit. Selon la compagnie, son président et membre du conseil Thomas J. Hall et d'autres membres de sa famille comptent déposer un certain nombre de leurs actions. Au 25 avril, Thomas Hall détenait une participation de 25,4 p. cent dans Omega.

Bénéfice moindre pour Rothmans International

■ Une réduction de la quote-part de la brasserie canadienne Carling O'Keefe a contribué à la baisse du bénéfice d'exploitation de Rothmans International PLC, de Londres, bénéfice qui est tombé de 91,9 millions de livres sterling l'an dernier à 69,8 millions de livres cette année, au premier semestre de l'exercice (période se terminant à la fin de septembre). Le bénéfice net (après impôt), a été de 30,5 millions de livres, comparativement à 52,7 millions l'an dernier. Les ventes de cigarettes et de tabac étaient également inférieures à celles de l'an dernier, ce qui a entraîné une diminution du chiffre d'affaires et des profits. La livre sterling vaut présentement \$2,016 (canadiens).

Contrat de \$1,5 million pour Orenda

■ La division Orenda de Hawker Siddeley Canada Inc. à Mississauga s'est vu octroyer un contrat de \$1,46 millions de l'Aviation royale des Pays-Bas pour la livraison de pièces de moteurs d'avions à réaction. Ces pièces seront utilisées principalement pour l'entretien des moteurs du F-5. Bristol Aerospace, de Winnipeg, a reçu un contrat du même ordre au montant de \$2,2 millions.

Bramalea enregistre un bénéfice amélioré

■ Bramalea Ltd., de Toronto, a terminé les neuf premiers mois de son exercice avec un bénéfice net amélioré de \$12,1 millions ou 39 cents par action sur un chiffre d'affaires de \$311 millions, en regard d'un bénéfice de \$7,1 millions ou 36 cents par action sur des revenus de \$273 millions pour la période correspondante l'an dernier. Le capital autogénéré (cash flow) a été de \$54,3 millions, comparativement à \$40,5 millions l'an dernier.

Baisse du taux d'intérêt

■ Le Trust général du Canada a réduit quelque peu l'intérêt qu'il paye sur certains dépôts. Les nouveaux taux annuels sont les suivants: 9% p. cent pour deux ans; 9% pour trois ans; 10% pour quatre ans et cinq ans.

Arrivée d'un cola à la cerise

■ Aux termes d'une entente conclue avec Royal Crown Cola, Orange Maison Inc., filiale d'Agropur, devient l'embouteilleur et le distributeur de trois nouvelles marques de boissons gazeuses de Royal Crown dans certaines régions-clés du Québec. Mis en vente dans des bouteilles en verre consignées de 750 ml, les marques Cola à la cerise, RC Cola et Diet Rite Cola sont disponibles dès aujourd'hui.

Greenex A/S en difficulté

■ Selon Vestron Mines Ltd., de Vancouver, sa filiale Greenex A/S sera peut-être forcée d'interrompre les paiements sur sa dette en raison des prix «extrêmement bas» du plomb et du zinc et à cause de ce que pourrait lui coûter la fermeture de sa mine Black Angel au Groenland. Vestron, qui appartient à 62 p. cent à Cominco, a fait savoir que la mine en question ne sera pas fermée provisoirement de la fin de novembre jusqu'en janvier, comme on le prévoyait, mais sera vraisemblablement fermée de façon définitive vers le milieu de l'an prochain. Greenex aurait besoin d'une aide financière supplémentaire d'environ \$5 millions.

Les actions de Jaguar au réseau «NASDAQ»

■ Les actions de Jaguar Canada Inc., sous forme de certificats américains d'actions étrangères, sont cotées depuis le 19 novembre au réseau «NASDAQ», sous l'appellation «JAGRY». Pour le réseau «Canquote», le sigle est «JAGRYQ».

Cogeco à la Bourse de Montréal

■ Les actions subalternes avec droit de vote de Cogeco Inc., qui devait compléter hier son premier appel public à l'épargne, ont été admises à la négociation à la Bourse de Montréal sous le symbole «CGC» au téléscripteur. Les transactions apparaîtront dans la presse financière sous le nom abrégé «Cogeco». Aux termes d'un prospectus daté du 8 novembre, Cogeco a émis 1 100 000 actions subalternes au prix de \$7,50 l'action, admissibles à un régime d'épargne-actions avec déduction d'impôt de 100 p. cent de leur coût d'acquisition.

Hershey Foods vend deux filiales

■ Hershey Foods a vendu à ARA Services, de Philadelphie, ses filiales à part entière Cory Food Services Inc. et Cory Canada Inc. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué. Cory fournit le service de café et autres produits à des petites entreprises des Etats-Unis et du Canada.



Baisse du bénéfice de Sigma Mines

■ Sigma Mines (Québec) Ltée a vu son bénéfice diminuer quelque peu mais son chiffre d'affaires s'accroître légèrement au cours des neuf premiers mois de l'exercice. Pour cette période, le bénéfice net a été de \$1 482 000 ou 18 cents par action sur des revenus de \$2 206 000, comparativement à un bénéfice de \$2 057 000 ou 25 cents par action sur un chiffre d'affaires de \$2 201 000 pour les neuf premiers mois de 1984. Au troisième trimestre, le bénéfice net n'a été que de \$400 000, en regard de \$96 000 l'an dernier. Une plus grande production a contrebalancé les prix inférieurs de l'or au cours des neuf premiers mois. Les revenus de lingots se sont élevés à \$19 563 000 sur une production de 44 677 onces d'or, en regard de \$19 770 000 sur 41 538 onces l'an dernier. Le revenu par once est tombé à \$438 (CAN) ou \$321 (US), comparativement à \$476 (CAN) ou \$370 (US) l'an dernier.

Bénéfice moindre de

Malartic Hygrade Gold Mines

■ Malartic Hygrade Gold Mines (Canada), qui a déplacé son siège social de First Canadian Place à la rue Dundas, à Toronto, a enregistré un bénéfice net (avant impôt) de \$2 238 770 ou 64 cents par action pour les neuf premiers mois de l'exercice, ce qui se compare à un bénéfice (avant impôt) de \$2 947 000 ou 84 cents par action pour la période correspondante l'an dernier. Les revenus bruts ont été de \$6 479 196, comparativement à \$7 369 500 l'an dernier. Un total de 21 655 onces d'or ont été vendues au prix moyen de \$429 (CAN), en regard de 22 013 onces produits et vendues l'an dernier pour un total de \$10 388 694. Malartic Hygrade a touché 60 p. cent de ces montants aux termes d'un accord conclu avec Barrick.



Le 425

425, boul. de Maisonneuve ouest

LOCAUX COMMERCIAUX ET BUREAUX

ÉDIFICE MODERNE AU CENTRE-VILLE

Technologie moderne, confortable.
Espaces aménageables selon spécifications du locataire.
Prix et conditions très compétitifs.

Pour de plus amples renseignements, appelez
Jacques Michaud 288-7546

Votre L'ÉVÉNEMENT

Déjeuner-causerie de La Chambre de commerce de Montréal

"Fisc, quand tu nous tiens!"
Déjeuner-débat

• Une tribune d'experts en fiscalité
• Des conseils judicieux
• Un déjeuner à ne pas manquer

Le mardi 3 décembre 1985 à midi
Hôtel Méridien
Prix d'entrée: 30\$

M. ALAIN DUBUC
Columnist
La Presse
modérateur

Me GUY FORTIN
Avocat
Clarkson, Tétraut
paneliste

M. ROBERT AGRON
Comptable agréé
associé-responsable
Service de la fiscalité
Raymond, Chabot,
Martin, Paré et ass.
paneliste

M. PIERRE Y. PELLAND
Courtier en placements
Vice-président à l'expansion des
Affaires
Midland, Doherty limitée
paneliste

Renseignements et réservations:
Eudrée Martel: 288-9090

La Chambre de commerce de Montréal
772, rue Sherbrooke ouest
Montréal, Québec H3A 1G1

COLLÈGE FRANÇAIS

185, av. Fairmount Ouest, Montréal (métro Laurier, Saint-Joseph ou Place-des-Arts)

• Reconnu d'intérêt public (secondaire - collégial)

• Examen du ministère

PAVILLON CENTRAL

PAVILLON DES SCIENCES

PENSIONNAT: Primaire 270 places. Secondaire 150 places

INSCRIPTIONS EN SECONDAIRE I
2 possibilités:

— ou solliciter une entrevue individuelle et se présenter avec l'étudiant et les derniers bulletins au 185, av. Fairmount Ouest — étude ou analyse des bulletins — admission sur dossier, tests si nécessaires.

— ou s'inscrire pour un des EXAMENS D'ENTRÉE (le 30 novembre ou le 7 décembre, de 9h30 à 12h).

Autres inscriptions:

— PRIMAIRE: Cartierville, Longueuil, Montréal (secondaire collégial)

— COLLÉGIAL I et II (session hiver, janvier 86 et automne 86).

Préparation au DEC (Diplôme d'études collégiales)
Cours préparant aux structures d'accueil universitaires.

• Science de la santé • Sciences pures et appliquées • Lettres
• Science de l'administration • Sciences humaines • Langues

TRANSPORT SCOLAIRE (assuré par le Collège Français)
Saint-Hilaire, Beauceville, Saint-Basile, Saint-Hubert, Montréal av. Fairmount • Sainte-Julie • Saint-Bruno, Longueuil • Brossard, Laflèche, Greenfield Park • Prévilles, Saint-Lambert, Lemoine • Sainte-Thérèse-en-Haut, Lorraine, Vimont, Bois-des-Fillons • Laval • Saint-Vincent-de-Paul • Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Eustache, Sainte-Dorothée • Pierrefonds, Roxboro, Dollard-des-Ormeaux, Montréal • Mascouche, Terrebonne, Repentigny.

Pour renseignements, prospectus, inscriptions:
495-2581

INFORMATIQUE:
Le Collège Français offre un cours d'initiation à l'informatique ou niveau secondaire, sec. I à sec. V, et des crédits au niveau collégial.

Le réseau de Gaz Métro s'étend maintenant jusqu'à St-Hyacinthe

■ Gaz Métropolitain a ouvert officiellement hier la vanne d'alimentation du poste de livraison de gaz naturel de Saint-Hyacinthe, ville dont la population bénéficiera désormais, comme 170 000 autres Québécois, des

avantages du gaz naturel», dit la compagnie, dans un bref communiqué.

Financée dans le cadre du programme de construction des embranchements du réseau de l'Est du Québec, la construction de

l'embranchement de 129 kilomètres aura été réalisée dans les délais prévus et en deça des coûts prévus puisque, d'un budget initial de \$38 millions, seulement \$31 millions auront été utilisés malgré le prolongement «imprévu»

du gazoduc jusqu'à Notre-Dame du Bon Conseil.

Selon la compagnie, la construction de l'embranchement de Drummondville aura créé plus de 400 emplois directs, dont 100 à Saint-Hyacinthe seulement.

Le volume des ventes résultant de la construction de cet embranchement est de l'ordre de 79 millions de mètres cubes de gaz naturel par année, dont près de 15 millions seront livrés à une cinquantaine d'usagers de Saint-Hyacinthe.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de M. André Caillé, vice-président exécutif de Gaz Métropolitain, de M. Michel Bergamin, directeur de la région Estrie / Bois-Franc, de Mme Andrée Champagne, ministre d'État fédéral à la Jeunesse, et de M. Maurice Dupres, député de Saint-Hyacinthe.

Aligro affiche de meilleurs résultats

■ Aligro, dont le siège est à Thetford Mines, a amélioré son bénéfice et son chiffre d'affaires pour la période de 26 semaines qui a pris fin le 27 septembre.

Ce grossiste en alimentation a terminé la période avec un bénéfice net de \$1 643 535 ou 48 cents par action sur un chiffre d'affaires de \$125 582 866, en regard d'un bénéfice net de \$1 463 834 ou 45 cents par action sur des revenus de \$82 850 875 l'an dernier.

Pour la période de 13 semaines terminée le 27 septembre, le bénéfice a été de \$699 738 ou 20 cents par action sur des revenus de \$65 714 322, comparativement à un bénéfice de \$683 448 ou 21 cents par action sur un chiffre d'affaires de \$41 557 222 l'an dernier.

Quebecor acquiert les Éditions du Richelieu

■ Quebecor Inc. a signé la semaine dernière une entente relative à l'acquisition des Éditions du Richelieu.

Fondée en 1935, cette entreprise établie à Saint-Jean-sur-Richelieu imprime des journaux et des circulaires; elle fait des travaux commerciaux et édite des manuels religieux. Les propriétaires actuels des Éditions du Richelieu, MM. Félicien Messier et Raymond Vachon, continueront de diriger l'entreprise dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à six millions de dollars.

— Presse Canadienne

LES IMPÔTS

Quelques mesures pour votre impôt de 1985

■ L'année 1985 tire à sa fin et vous vous dépêchez de faire votre planification financière de dernière heure. Ça vaut la peine d'y réfléchir quelques instants. Faites-vous la meilleure utilisation des possibilités de planification fiscale qui s'offrent à vous? Avez-vous considéré toutes les déductions possibles? Voici un sommaire des mesures de planification les plus populaires. Il n'est pas trop tard pour réduire vos impôts de 1985.

ED ZEBROWSKI,
c.a., de Caron Bédinger, Clarkson Gordon

Les revenus d'incasements s'ajoutent généralement à votre revenu au moment de l'encaissement. Toutefois, une règle exige qu'un revenu de placements doit être inclus dans le revenu au plus tard dans la troisième année qui suit l'année de l'achat du titre. Cette règle s'applique pleinement pour la première fois en 1985.

Vous devez accélérer la réalisation des revenus en plus de votre impôt sur votre revenu d'intérêts courus sur un ou plusieurs titres.

— Si vous n'avez pas assez de revenus de placements canadiens pour utiliser la pleine déduction de \$1 000 au titre de revenu de placements, avez-vous envisagé d'accélérer la réalisation des revenus?

— IXSi vous prévoyez utiliser la pleine déduction au titre de revenu de placements, avez-vous envisagé de reporter la réalisation de certains revenus?

— Saviez-vous que la moitié des primes en argent comptant sur les obligations d'épargne du Canada reçues en 1985 doivent être déclarées comme revenus d'intérêts?

Exonération des gains en capital

Profitez de cet abri fiscal généreux pendant qu'il est encore temps. On dit souvent que la déduction est si intéressante que le gouvernement pourrait décider d'y mettre fin.

— Avez-vous envisagé de modifier votre stratégie de placements afin de profiter au moins du plafond cumulatif de \$50 000 qui est en vigueur au Québec et au fédéral jusqu'à la fin de 1986. En ce qui concerne 1985, le plafond cumulatif est fixé à \$20 000.

— Avez-vous pensé de retarder des ventes prévues de biens ou de prendre d'autres mesures afin de reporter la réalisation de gains en capital qui dépassent les plafonds cumulatifs?

— Avez-vous songé à ce que chaque membre de votre famille utilise son exonération des gains de capital?

Régime enregistré d'épargne-retraite (REER)

— Avez-vous pris des mesures afin de contribuer au maximum avant le 1^{er} mars 1986?

— À condition de connaître l'harmonie conjugale, avez-vous pensé de contribuer au régime de votre conjoint plutôt qu'à votre propre régime?

— Est-ce votre 71^e anniversaire cette année? Vous devez donc choisir, avant la fin de l'année, une des options possibles à l'échéance pour le produit de votre REER, à savoir une rente à échéance fixe, une rente viagère et un fonds enregistré de revenu de retraite.

Régime d'épargne-actions (REA)

— Avez-vous pris des mesures pour contribuer au maximum cette année? N'oubliez pas que la déduction relative au REA doit être réduite du montant de votre cotisation au REER.

Régime enregistré d'épargne-logement (REEL)

— Connaissez-vous la situation de votre REEL à la suite des nouvelles règles proposées dans les budgets de 1985?

Aux fins de l'impôt fédéral, un particulier peut retirer des fonds de son REEL libres d'impôt. Le revenu gagné dans son REEL sera imposable à compter du 1^{er} janvier 1986 tout comme un compte de dépôt ordinaire.

Aux fins de l'impôt du Québec, les fonds retirés d'un REEL sont imposables à l'encaissement, sauf s'ils représentent des contributions non déductibles faites après 1982 ou s'ils servent à acheter un logement de propriétaire-occupant.

Autres déductions

Beaucoup de déductions ne peuvent être faites que dans l'année de paiement. Par conséquent, il faut faire les paiements au plus tard le 31 décembre en ce qui concerne les déductions suivantes: cotisations à l'égard de services passés à des régimes enregistrés de retraite, pensions alimentaires, frais de garde d'enfants, honoraires comptables, honoraires versés à un conseiller en placements, frais de déménagement, dons de charité, frais médicaux, cotisations syndicales ou professionnelles, frais de scolarité, contributions politiques.

Abris fiscaux

Les abris fiscaux sont des placements qui fournissent généralement aux investisseurs un report d'impôt et des économies d'impôts minimales, le cas échéant (par ex., actions accreditives, films cinématographiques canadiens, abris immobiliers). Toutefois, si ces placements sont bien conçus, ils réduiront vos impôts exigibles, mais vous devez d'abord vous assurer que ce sont des placements intéressants en termes de rendement prévu et de risques inhérents.

Prévoir!

Vous avez encore le temps de prendre quelques dispositions actives de planification fiscale pour 1985. Toutefois, les perspectives sont encore incertaines en ce qui concerne 1986. La législation relative à l'impôt minimum proposée par le gouvernement conservateur doit être annoncée sous peu (le gouvernement du Québec va probablement dans votre sens) et si les abris fiscaux jouent un rôle important dans votre planification fiscale, vous devrez peut-être modifier votre stratégie à l'avenir.

Hâtez-vous, 1985 achève!

Édition: Roger Germain, F.C.A.

NOUVEAU!

TAPIS D'ENTRÉE POUR RÉSIDENCE : porte d'entrée, garde robe, patio, piscine, établie. Des même concepteurs du célèbre tapis d'automobile PROTÈGE PANTALON

voici le nouveau tapis
Protège Plancher®

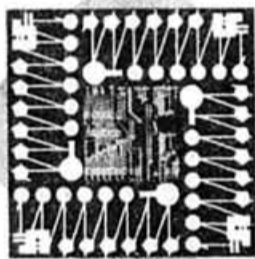
CHAQUE TUILLE

Capacité: 200 ml d'eau
Dimension: 25.40 cm x 25.40 (10" x 10")

Ces tuiles assemblées les unes aux autres forment un tapis de grandeur désirée, lequel récupère: **SABLE, EAU, GRAVIER, ET POUSSIÈRE.**

CRÉATIONS 2000 INC. (514) 655-8751

CONFÉRENCE DU CNRC SUR LA BIOTECHNOLOGIE INDUSTRIELLE



Quelles sont les percées canadiennes en R-D?
Quelles sont les perspectives industrielles pour le Canada?
Qu'est-ce que l'avenir réserve au Canada?

Produits pharmaceutiques, agro-alimentaires, chimiques, forestiers et génie biochimique

HÔTEL RITZ-CARLTON
MONTRÉAL, QUÉBEC
5-6 DÉCEMBRE 1985

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS :

Laurier Forget
Bureau du service des conférences
Conseil national de recherches Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0R6
Téléphone : (613) 993-9009

MACHINE FERME CARTONS



Augmentez le rythme de votre production... tout en réalisant des économies.

Appelez **Gary ou Steve**
748-6181

CP dover pad
335, boul. Laurentien

DÉJEUNER D'AFFAIRES



NOUVELLE FORMULE DU SOIR
SPÉCIAL \$1250
à partir de

HAPPY HOUR
du lundi au vendredi
à notre bar et cocktail-lounge
ALCOOL 2 POUR 1
Bière et vin à prix réduits
Amuse-gueule gratuits

RÉSERVEZ
DES MAINTENANT
POUR VOS
PARTIES DE NOËL

801, boul. de Maisonneuve Ouest
(Métro McGill)
849-6331



ABRI FISCAL

Jardins de l'Archipel
Ile des Soeurs (Montréal)

DÉDUCTION FISCALE 1985

36 000\$*

RÉCUPÉRATION FISCALE

18 000\$ à 21 600\$*

Condominiums en béton, situés en bordure du fleuve, comprenant: piscine, tennis, raquetball, salle de photographie et d'exercices. Un investissement judicieux et un abri fiscal incroyable. Les revenus sont garantis pour les 3 prochaines années. Aucune mise de fonds. Financement bancaire 100%.

IMPORTANT

AGISSEZ MAINTENANT

DATE LIMITE LE 31 DÉCEMBRE 1985

NOËLLA DUBUC
767-5363
30 BERLIOZ RIVE,
SUITE 103
ILE-DES-SOEURS

* Ces montants peuvent varier selon votre revenu et vos déductions actuelles.

LES JARDINS DE L'ARCHIPEL LTEE

Landry s'engage à consulter les entreprises et les syndicats sur la question du libre-échange



Bernard Landry, ministre des Finances du Québec

Le ministre québécois des Finances et candidat péquiste dans Laval-des-Rapides, M. Bernard Landry, s'est engagé, hier, à consulter l'entreprise privée de même que les syndicats sur une des grandes questions de l'heure au Canada, le libre-échange avec les États-Unis.

FRANÇOIS BERGER

M. Landry a déclaré que le gouvernement du Québec envisage de mettre sur pied une Commission consultative sur le libre-échange, qui serait formée de représentants de l'entreprise privée et des syndicats. Le ministre a annoncé le projet, hier midi, devant une soixantaine de membres du Cercle des banquiers internationaux de Montréal, qui regroupe les cadres des banques canadiennes et étrangères s'occupant d'affaires internationales.

La Commission consultative serait chargée de faire au gouvernement québécois des recommandations sur le degré et le rythme de suppression des barrières tarifaires et non tarifaires, sur la durée de la transition devant suivre un accord Canada-USA, sur les mesures transitoires nécessaires pour l'économie québécoise, sur la stratégie d'adaptation des travailleurs et des entreprises et sur les mécanismes éventuels d'application d'un accord commercial.

La Commission devrait, de dire M. Landry, étudier en priorité l'impact du libre-échange sur les divers secteurs de l'économie québécoise et sur les diverses régions. L'organisme consultatif, dont les membres n'ont pas encore été choisis, devrait également étudier l'effet général de la libéralisation des échanges sur la productivité, l'investissement et l'emploi au Québec.

M. Landry a indiqué que c'est le Comité ministériel permanent du développement économique qui serait chargé de coordonner les études nécessaires, qui seront soumises au ministre du Commerce extérieur.

Réponse d'Ottawa

D'autre part, le ministre attend d'Ottawa une réponse favorable à la demande du gouvernement du Québec voulant que son représentant (le ministre du Commerce extérieur) soit membre à part entière de l'équipe canadienne de négociation. M. Landry a rappelé la nécessité d'un large consensus au sein de la société canadienne pour que des négociations bilatérales puissent être menées au profit de tous. Le Québec et la plupart des provinces ont donné leur accord à des négociations sur le libre-échange; seule l'Ontario a adopté une position réservée sur la question.

On ne saura, bien sûr, que la semaine prochaine si les propositions de M. Landry ont quelque chance d'être réalisées par un éventuel gouvernement formé par le Parti québécois.

Faisant par ailleurs écho à des déclarations du chef du Parti libéral du Québec, M. Robert Bourassa, M. Landry a dit croire qu'un droit de veto dévolu au Québec sur les négociations Ottawa-Washington ne saurait que torpiller de telles négociations et bloquer une chance historique que l'on a de participer pleinement à l'ouverture des marchés.

Prenant la parole au même moment que M. Landry devant un autre auditoire à Montréal (la Chambre canadienne-allemande de l'industrie et du commerce), le président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada, M. Allan Taylor, a défendu la même position que le ministre québécois sur la nécessité d'un large consensus.

M. Taylor a d'autre part averti que le Canada doit être prêt, dans

un consensus, à négocier le libre-échange, sans quoi « nous pourrions nous attendre à une détérioration de l'économie canadienne par rapport à celle des États-Unis ».

Selon le chef de la plus importante institution financière du pays, une économie canadienne plus faible serait une menace réelle à la souveraineté culturelle et politique du Canada.

BAROMÈTRE

Statistiques économiques

		Variation en % par rapport à l'année précédente		
		août	sept.	août
PRODUCTION				
Produit intérieur brut (1971 = 100)	août	157,6	0,25	4,30
Production industrielle (1971 = 100)	août	148,7	-0,07	3,34
Exportations (\$millions)	sept.	10 673,2	6,97	10,22
Importations (\$millions)	sept.	8 853,2	-0,69	15,00
Expéditions des fabricants (\$millions)	août	20 965,5	1,53	8,21
Stocks des fabricants (\$millions)	août	34 375,9	0,26	3,84
Commandes des fabricants (\$millions)	août	21 114,5	1,20	7,28
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	oct.	191,0	-3,05	49,22
Parmis de const. (\$millions)	août	1 798,2	8,47	37,31
Ventes au détail (\$millions)	sept.	10 955,1	0,59	11,53
Ventes d'automobiles (unités)	sept.	9 753,3	-1,40	33,09
REVENUS ET SALAIRES				
Gains heb. moyens (\$*)	août	419,58	-0,10	3,47
Revenu du travail (\$millions)	août	20 932,8	-0,32	7,16
EMPLOI				
Emplois (milliers)	oct.	11 386	0,33	2,78
Chômeurs (milliers)	oct.	1 305	1,79	-6,99
Taux de chômage au Canada (%)	oct.	10,3	10,1	11,2
Taux de chômage au Québec (%)	oct.	11,8	11,6	12,7
PRIX				
IPC* (1981 = 100)	oct.	128,4	0,31	4,22
Prix de vente dans l'industrie* (1971 = 100)	sept.	319,5	0,16	2,31
FINANCE				
Masse monétaire (M1, \$millions)	oct.	31 517	1,02	7,49
Prêts généraux (\$millions)	oct.	122 599	-0,19	4,37
Taux d'escompte*	oct.	8,8	9,3	11,7

Données trimestrielles

		Variation en % par rapport à l'année précédente		
		2	3	4
Comptes nationaux (en milliards de dollars)				
Consommation (dollars 1971)	2	90,1	1,24	3,96
Immobilisations	2	29,5	4,48	6,66
résidentielles	2	6,0	8,39	10,96
non-résidentielles	2	12,5	6,29	7,68
Gouvernement	2	25,0	0,39	2,95
Exportations	2	43,3	-2,28	6,59
Importations	2	-41,9	-2,47	3,17
PNB	2	146,4	1,02	4,61
Revenus personnels (dollars nominaux)	2	389,7	2,01	6,74
Bénéfices avant impôts (dollars nominaux)	2	40,6	-3,58	3,56
Balance des paiements (en millions de dollars)				
Balance commerciale	2	4 745	-12,31	-8,10
Balance des services	2	-4 392	-4 646	-4 759
Balance courante	2	3,53	7,65	4,04
Capitaux à court terme*	2	-1 839	1 202	-2 636
Capitaux à long terme*	2	2 313	6,84	-2 035

* données non-désaisonnalisées
Source: Statistique Canada CANSIM
(Information: 514-283-5725)

ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTES



LA PRESSE vous convie à un atelier sur «l'utilisation du journal en EDUCATION ÉCONOMIQUE»

DATE: Le mercredi 4 décembre 1985
ENDROIT: LA PRESSE LTÉE
DURÉE: De 19 h à 22 h
COÛT: 10 \$

Ce montant inclut un goûter ainsi que 40 exemplaires de LA PRESSE qui seront livrés à votre lieu d'enseignement.

Le nombre de participants étant limité à 30, prière de vous inscrire le plus tôt possible en téléphonant au 285-7263.

Date limite: Le 2 décembre 1985 à midi.

PLACE AUX ÉCONOMIES



TOMATES DE CHOIX AYLMER
796 ml

.79



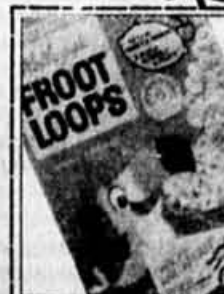
MARGARINE MOLLE MIRAGE
907 g

1.69



MAÏS EN GRAINS
ou petits pois 1 et 2 (284 ml) LE SIEUR chacun

.59



ÉCONOMISEZ 50¢
avec ce coupon et l'achat de CÉRÉALES FROOT LOOPS KELLOGG'S 425 g

2.19 1.69

Limite un coupon par client. Valable du 25 au 30 novembre 1985. Pour remboursement, poster à: Herbert A. Watts Ltd., Case Postale 2140, Toronto, Ont. M5W 1Y1. K65372



POUDRE pour gelée ROYAL
85 g

4/1.00



JUS D'ORANGE
ou d'amplemousse concentré, surgelé PROVIGO 355 ml

.99



BISCUITS RITZ
ou craquelins CHRISTIE 250 g

1.49



ÉCONOMISEZ 50¢
avec ce coupon et l'achat de CÉRÉALES FROSTED FLAKES KELLOGG'S 525 g

2.19 1.69

Limite un coupon par client. Valable du 25 au 30 novembre 1985. Pour remboursement, poster à: Herbert A. Watts Ltd., Case Postale 2140, Toronto, Ont. M5W 1Y1. K65372



BIFTECK DE RONDE
boeuf Canada A

5.03 2.28
lb



BOEUF HACHÉ
maigre

4.37 1.98
lb



POMMES MCINTOSH
du Québec Canada de fantaisie sac de 4 lb

1.29



AVOCATS
des États-Unis grosseur 32 chacun

.59



La circulaire Provigo.

...des centaines de bas prix à chaque semaine.

LES SUPERMARCHÉS
provigo

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 30 NOVEMBRE 1985. DANS TOUS LES SUPERMARCHÉS PROVIGO DU GRAND MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN ET SES PROCHES BANLIEUES. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. LES PHOTOS NE SERVENT QU'À IDENTIFIER LA MARQUE DE COMMERCE DES PRODUITS ANNONCÉS ET LE TEXTE PRÉVAUT EN TOUTES OCCASIONS.

MOUVEMENT DESJARDINS

« Corvée-Jeunesse » propose une nouvelle approche à l'égard des jeunes entrepreneurs

Les Caisses Desjardins ont contribué à créer des centaines d'emplois et à lancer des dizaines d'entreprises de jeunes dans le cadre d'une offensive panquébécoise et d'un foisonnement de programmes d'aide pour lutter contre le chômage pathétique des diplômés, ou non diplômés.

LAURIER CLOUTIER

Raymond Blais, le président du Mouvement Desjardins, et le coordonnateur Marcel Girard ont fait hier un bilan provisoire de ce qu'on pourrait appeler la « Corvée-Jeunesse », fort décentralisée au niveau de chacune des régions et municipalités.

Plusieurs des 15 institutions et des 1450 Caisses populaires et d'économie ont déjà consenti ou recueilli chez leurs sociétaires la somme de \$1,5 million. Mais ce

n'est qu'un début car l'offensive devient permanente et les projets déjà à l'étude pourraient doubler les fonds disponibles à court terme.

Le Mouvement Desjardins ne peut évidemment assumer seul le drame du chômage des jeunes et souhaite que d'autres entreprises québécoises contribuent à éviter le sacrifice d'une génération.

C'est en mars dernier que Raymond Blais proposa cette Corvée-Jeunesse, rappelle-t-il en entrevue et conférence de presse. Le résultat, c'est un changement d'attitude et de mentalité à l'égard des projets des jeunes. Une structure d'accueil ultra légère et un coup de pouce suffisent souvent à permettre la concrétisation d'un projet de jeunes. Toutefois, les responsables du crédit analysent les projets d'entreprises de jeunes avec les mé-

mes critères que les autres propositions qui leur sont soumises.

En marche à Montréal

Dans la région de Montréal et de l'Ouest du Québec, le bilan provisoire ne tient compte que de Laval, les neuf autres secteurs pouvant à eux seuls doubler les fonds lorsqu'ils feront le point bientôt.

Les jeunes répondent aussi avec enthousiasme. Ils s'adressent à leur caisse, avec un dossier « monté de façon professionnelle... ».

Les divers volets aident l'entrepreneuriat, créent des emplois permanents et temporaires, favorisent des stages — rémunérés dans 90 p. cent des cas — etc. Pour les financer, des fonds jeunesse de caisses ou de leurs fédérations, des souscriptions populaires et des ristournes de membres servent à des subven-

tions, prêts, garanties de prêts ou achats de capital-actions.

Desjardins a aussi augmenté de 30 p. cent ses propres emplois d'été, à près de 300, en plus d'organiser 66 stages. Le Mouvement étudie aussi le temps partagé. Près de la moitié des 17 000 employés des caisses ont moins de 30 ans, contre 36 p. cent au Québec.

Le mythe du chômeur instruit

Sur les 1,8 million de jeunes de 15 à 29 ans, le Québec compte 350 000 sans emploi, soit 51 p. cent du total québécois. Pas moins de 40 p. cent touchent de l'assurance-chômage et 31 p. cent, de l'assistance sociale, mais les autres?

Enfin, dans la catégorie des 15-21 ans, 200 000 chôment, dont 80 p. cent ne détiennent que leur diplôme secondaire ou moins. Le mythe du jeune chômeur instruit en prend pour son rhume!

Texaco n'a pas l'intention de déclarer faillite

WHITE PLAINS, N.-Y.

(d'après UPI, AFP et CDJ) — Sommée par un jury du Texas de verser \$10,53 milliards en dommages et intérêts à la société Pennzoil, sous le prétexte qu'elle avait acquis illégalement la société Getty Oil Co., la société Texaco Inc., a décidé hier de contre-attaquer et d'écarter toute intention de déclarer faillite.

Plus encore, la société a annoncé que si elle était forcée de déposer un cautionnement de \$12 milliards, la compagnie considérerait cette demande comme contraire aux constitutions du Texas et des États-Unis.

Les rumeurs voulant que Texaco songeait sérieusement à invoquer le chapitre 11 de la Loi sur les faillites des États-Unis ont considérablement influencé le titre hier matin, au point que la Bourse de New York a dû arrêter les transactions sur ce titre pendant une période de 45 minutes. À la fermeture, le titre cotait à 32, en perte de 2 1/4 points, après avoir atteint un plancher de 31 1/2 pendant la journée.

La troisième plus importante compagnie pétrolière des États-Unis a révélé son intention de demander une annulation de la décision du tribunal de Houston, ou tout au moins une diminution substantielle des dommages et intérêts accordés à Pennzoil le 19 novembre dernier.

Le tribunal entendra sa demande le 5 ou le 6 décembre, et s'il répond favorablement à la requête

de la société, le problème du cautionnement sera résolu par le fait même. Si par ailleurs sa requête était repoussée, Texaco a annoncé qu'elle demanderait à la Cour de district du comté Harris d'ordonner un nouveau procès.

C'est à ce moment que, selon la loi texane, la société Texaco devrait normalement déposer un cautionnement équivalant au montant des dommages et intérêts consentis par le jury, plus les intérêts accumulés depuis le jugement. Devant l'importance de ce cautionnement, \$12 milliards, les rumeurs ont commencé à circuler à l'effet que la société pétrolière serait obligée de se mettre à l'abri de l'article 11 de la Loi sur les faillites. Mais la compagnie a immédiatement tenu à rassurer ses actionnaires en affirmant qu'elle contesterait immédiatement tout cautionnement exigé dont elle jugerait le montant démesuré.

« Texaco ne croit pas qu'un cautionnement de \$12 milliards soit justifié puisqu'il serait impossible à l'entreprise de sortir des avoirs des États-Unis », a dit un porte-parole.

« Texaco expliquera à la Cour que devant l'impossibilité de fournir un cautionnement de l'ordre de grandeur de \$12 milliards, elle plaiderait que le seul fait d'exiger le versement d'un tel cautionnement comme condition d'obtenir la suspension de l'exécution d'un jugement porté en appel contrevient les constitutions du Texas et des États-Unis ».

Des disques compacts seront fabriqués à Drummondville

Une usine de fabrication de disques compacts sera construite à Drummondville au coût de \$24 millions et créera 125 nouveaux emplois, a annoncé hier le ministre québécois des Affaires culturelles, M. Gerald Godin, au cours d'une conférence de presse tenue dans cette municipalité.

Il s'agira de la deuxième usine de ce genre en Amérique du Nord, après une autre implantée récemment en Indiana.

L'usine de Drummondville devrait commencer ses opérations de pressage de disques à la fin de 1986, a déclaré à LA PRESSE un porte-parole de la compagnie Kébec Disque, impliquée dans le projet en compagnie d'une entreprise privée française, M.P.O., et de la Société de développement des industries culturelles et de communications (SODICC).

Marché de \$6 millions

Les disques compacts (disques numériques lus avec un système laser) ont eu une pénétration importante sur les marchés européen, japonais et américain au cours des dernières années. Au Canada, le marché représente

actuellement \$6 millions par an, mais il pourrait être beaucoup supérieur si l'approvisionnement était plus facile, selon les détaillants de disques.

L'usine de Drummondville viendra combler la lacune au chapitre des approvisionnements et pourra également exporter une partie de sa production aux États-Unis. Éventuellement, son marché pourra s'étendre ailleurs dans le monde.

La progression des disques compacts auprès des consommateurs est telle que des analystes de marché estiment que les ventes de disques de ce type aux USA et au Canada surpasseront les ventes de disques conventionnels dans cinq ans.

Les disques compacts, qui se vendent actuellement à des prix variant de \$15 à \$25, ont un diamètre de 12 cm et sont enregistrés sur un seul côté (qui peut contenir jusqu'à 75 minutes d'enregistrement). Le lecteur laser nécessaire à l'écoute des disques compacts se vend actuellement entre \$400 et \$650 sur le marché canadien.

Québec et la Bourse relancent l'idée des centres financiers

Grâce à la création d'un Bureau d'études financières internationales (Béfi) et à des avantages fiscaux des plus alléchants, le gouvernement du Québec et la Bourse de Montréal entendent relancer le dossier des centres financiers internationaux à Montréal.

MIVILLE TREMBLAY de la Presse Canadienne

L'annonce en sera faite ce matin lors d'une conférence de presse convoquée à la Bourse de Montréal, et à laquelle participera le président de cette institution, M. André Saumier, de même que le ministre des Finances, M. Bernard Landry, ainsi qu'un représentant de la ville, vraisemblablement le maire Jean Drapeau, a appris la Presse Canadienne de sources sûres.

Le Béfi aura pour fonctions de promouvoir la création des centres financiers internationaux, de même que d'en faire l'accréditation. Secrétariat léger, qui au départ sera logé dans les bureaux de la Bourse de Montréal, le nouvel organisme sera dirigé par un conseil d'administration où siègeront des représentants de la place boursière, du gouvernement du Québec, de la Ville de Montréal, ainsi que des personnes issues du milieu bancaire.

Le Béfi, qui agira comme relais entre le gouvernement et les centres financiers internationaux, devrait être opérationnel sous peu.

Dans son budget d'avril dernier, l'ancien ministre des Finances, M. Yves Duhaime, avait annoncé l'élimination de la taxe sur le capital pour un organisme géant, un centre financier international, l'élimination de l'impôt

sur le revenu et l'élimination des contributions des employeurs au Fonds des services de santé, à partir de janvier 1986.

Il était également prévu que les non-résidents canadiens, qui viendraient à Montréal pour travailler dans un tel centre, ne paieraient pas d'impôt provincial sur leur revenu pendant deux ans. À la suggestion de la Bourse de Montréal, le gouvernement a accepté d'exonérer également les personnes qui travailleraient déjà au Canada. De plus, les employés des centres auront droit de façon permanente à un traitement fiscal généreux des avantages marginaux, telle la voiture que peut fournir l'employeur.

Autre changement majeur obtenu par la Bourse de Montréal, les centres financiers internationaux n'auront pas à limiter leurs activités à des services offerts à des personnes ne résidant pas au Canada, ce qui est généralement le propre des centres financiers off-shore. Ces institutions pourront en effet offrir à des Canadiens des produits financiers étrangers.

Ainsi, une maison de courtage ou de conseillers en placement pourra créer une filiale qui offrira à sa clientèle régulière des produits tels des actions de compagnies américaines et européennes (qui peuvent être inscrites à la Bourse de Montréal), ou des fonds communs de placement composés de titres semblables.

De cette façon, on élargit encore plus le concept initial de centre bancaire international, qui a été piloté par la Chambre de commerce de Montréal, et notamment par son ancien vice-président exécutif et actuel candidat libéral dans Crémazie, M. André Vallerand.



Dix-sept compagnies aériennes, canadiennes et américaines, s'opposent à l'idée de transférer à Mirabel tous les vols effectués par des avions à réaction.

Dix-sept transporteurs aériens s'opposent au projet de transfert

Dix-sept compagnies aériennes canadiennes et américaines s'opposent à l'idée de transférer à Mirabel tous les vols effectués par des avions à réaction pour ne garder à Dorval que les avions à hélices.

GILLES GAUTHIER

Cette possibilité avait été évoquée par l'ex-président du Conseil consultatif des aéroports de Montréal, Pierre McDonald, qui a démissionné pour se porter candidat à l'élection provinciale.

Se faisant le porte-parole du groupe de transporteurs, le président du conseil de Nordair, Roland Lefrançois, a déclaré que les dix-sept transporteurs avaient été invités il y a quelques semaines par le Conseil à échanger sur les orientations des aéroports et que M. McDonald avait alors exprimé sa préférence pour un transfert des réactés à Mirabel.

Le 8 novembre, les compagnies se réunissaient à la demande de Nordair à l'aéroport de Dorval, rencontre au cours de laquelle les quatorze entreprises présentes s'étaient unanimement prononcées contre l'idée. Selon M. Lefrançois, les trois autres, Air Canada, Air Inuit et Mall Aviation, ont par la suite manifesté leur appui à la résolution.

Selon le groupe des dix-sept, l'option de confiner l'aéroport de Dorval aux seuls avions turbo-propulsés résulterait en la perte de la presque totalité du trafic des lignes aériennes majeures desservant maintenant Dorval, entraînerait une détérioration marquée des services aériens dans la région de Montréal, en plus de remettre en question la desserte de Montréal pour plusieurs lignes aériennes.

Il s'agit d'avis que le fait de réserver Dorval aux turbos encouragerait les passagers à destination et en provenance de l'ouest canadien et même des États-Unis à utiliser, de préférence à Mirabel, l'aéroport de Toronto où un nombre beaucoup plus considérable de vols sont et seraient disponibles, ce qui entraînerait une perte de trafic accrue à Mirabel.

Les entreprises, représentées selon M. Lefrançois par des personnes autorisées à se prononcer en leur nom et qui ont adopté la résolution, sont Air Alma, American Airlines, CP Air, City Express, Delta, Eastern Airlines, Empire, Nordair, Pilgrim, Québécoir, Québec Aviation (Proair?), Republic, US Air et Wardair.

Le Conseil consultatif n'a pas encore remis son rapport au ministre fédéral des transports. Dorval est présentement utilisé pour les vols intérieurs canadiens et à destination des États-Unis effectués par tous les genres d'appareils. Mirabel sert pour les autres vols internationaux.

Chez Morguard nous tenons vos intérêts à coeur

AUTRES TERMES ET TAUX DISPONIBLES SUR DEMANDE

Appelez: Service aux investisseurs (514) 866-1071

Ou votre courtier en placement

Taux sujets à changements.

Membre de la Société d'Assurance Dépôts du Canada et inscrite à la Régie d'Assurance Dépôts du Québec.

Compagnie de Placements Hypothécaires Morguard du Canada Agent - Obligations d'épargne du Canada 5, Place Ville Marie, Suite 1234 Montréal, Québec H3B 2G2



9% DÉPÔTS À TERME **intérêt annuel pour une durée d'un an**

10 1/4% DÉPÔTS À TERME **intérêt annuel pour une durée de 3 ans**

Une pluie de dollars sur Montréal? Il pourrait pleuvoir plus fort!

Depuis 1980, le ministère des Transports du Québec est prêt à verser 400 millions de dollars destinés à la prolongation des lignes de métro sur le territoire de la C.U.M. Mais les maires de la C.U.M. ne peuvent s'entendre quant aux tracés à adopter.

Leur entêtement risque de faire perdre 400 millions de dollars à l'économie montréalaise.

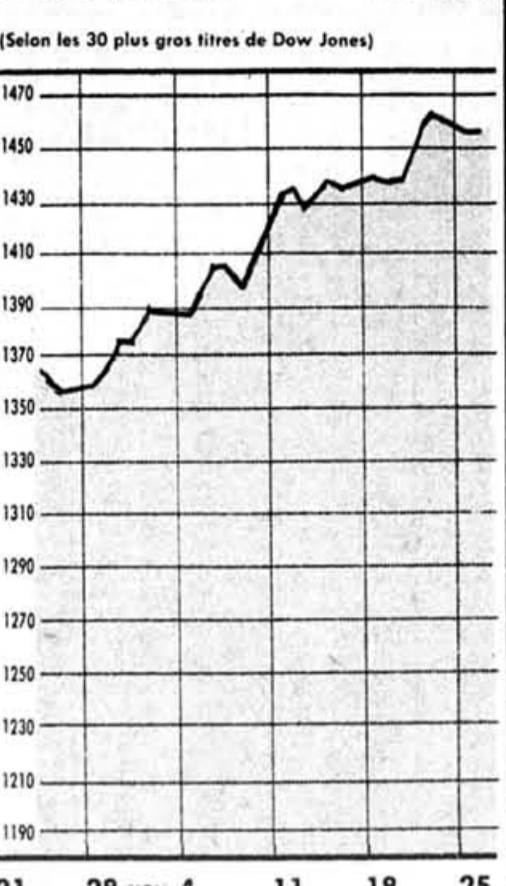
Le Syndicat professionnel des ingénieurs de la Ville de Montréal et de la C.U.M. s'interroge: que compte faire le prochain gouvernement?

S.P.I.V.M. & C.U.M.

SYNDICAT PROFESSIONNEL DES INGÉNIEURS DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTRÉAL

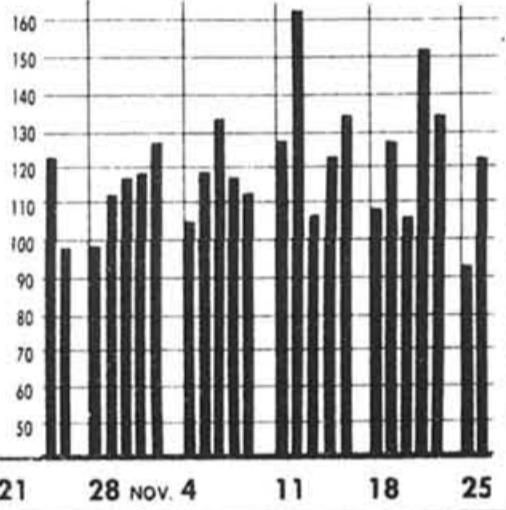
NEW YORK

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE



21 28 NOV 4 11 18 25

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 123 920 000



21 28 NOV 4 11 18 25

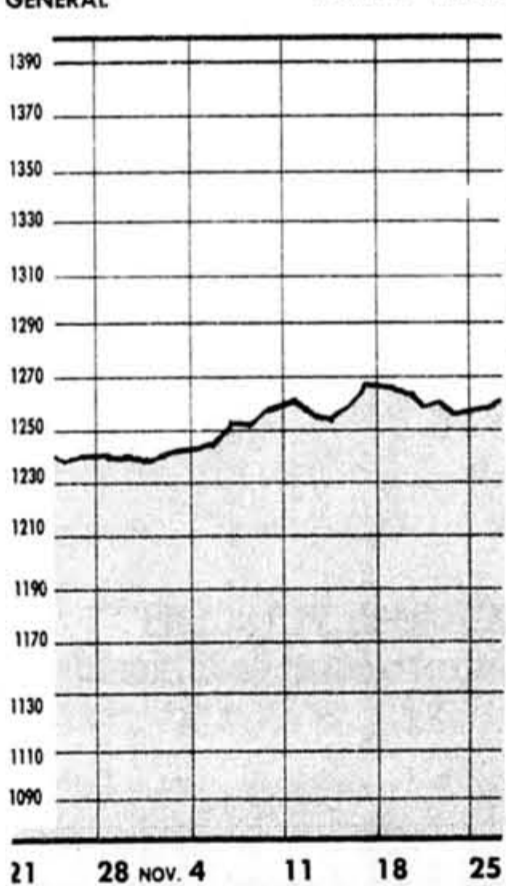
INDICE A LA BOURSE DE NEW YORK

Table with 2 columns: COMPOSE (115 73, +0 14), INDUSTRIELLES (132 81, +0 18), TRANSPORTS (109 05, +0 18), SERVICES PUBLICS (59 75, +0 04), FINANCE (124 49, +0 15).

Main table of stock market data for New York, listing various companies and their stock prices. Includes columns for company name, price, and change.

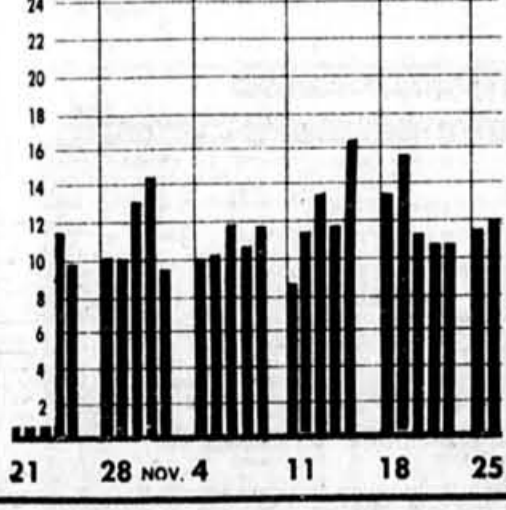
VANCOUVER

INDICE GENERAL



21 28 NOV 4 11 18 25

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 12 000 000



21 28 NOV 4 11 18 25

Main table of stock market data for Vancouver, listing various companies and their stock prices. Includes columns for company name, price, and change.

LA BOURSE EN BREF

Table with 3 columns: MONTREAL, TORONTO, NEW YORK. Includes volume, facts, and values for various sectors like actions, gains, and bas.

MARCHÉ DES OPTIONS - Chicago

Table of Chicago options market data, including columns for option type, price, and date.

OFFRE ET DEMANDE (de Toronto)

Table of Toronto market offers and demands, listing various stocks and their prices.

MARCHÉ DES OPTIONS SUR DEVISES

Table of foreign exchange options market data, including columns for series, volume, and price.

AMÉRICAINES

Table of American market data, including values, volumes, and various indices.

LES MÉTAUX

Table of metals market data, including copper, zinc, and aluminum prices.

TITRES AU COMPTOIR (de Toronto)

Table of Toronto counter market data, listing various stocks and their prices.

OPTIONS SUR L'OR

Table of gold options market data, including columns for series, volume, and price.

INDICES STANDARD & POOR'S

Table of Standard & Poor's indices market data, including columns for index name and value.

INDICES STANDARD & POOR'S DES OPTIONS DE CHICAGO

Table of Chicago S&P options market data, including columns for option type, price, and date.

INDUSTRIELLES

Table of industrial stocks market data, listing various companies and their prices.

VANCOUVER

Table of Vancouver market data, including volume, facts, and values for various sectors.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Table of Trans-Canada options market data, including columns for option type, price, and date.

MINES ET PÉTROLES (offre et demande à Toronto)

Table of Toronto mining and petroleum market data, listing various stocks and their prices.

L'OR À TERME

Table of gold futures market data, including columns for contract type and price.

MARCHÉ DE WINNIPEG

Table of Winnipeg market data, including volume, facts, and values for various sectors.

MARCHÉ À TERME (Montréal bois de sciage)

Table of Montreal lumber futures market data, including columns for contract type and price.

Ensemble on fait la fête!



MULTI-MERCI!

SOYEZ UN MULTI-GAGNANT!



Courez la chance de gagner l'une des cinq Multi 1986 de Nissan. Complétez ce bulletin de participation et joignez-y deux rondelles de capsules de n'importe quel produit Coke. Déposez ce bulletin dans la boîte de tirage de votre supermarché Steinberg. Répondez correctement à la question suivante et vous vous mériterez 20 caisses de 24 canettes de Coke en plus de votre Multi. Bonne chance!

Nom: _____

Adresse: _____

Tél.: _____



Réponse: _____

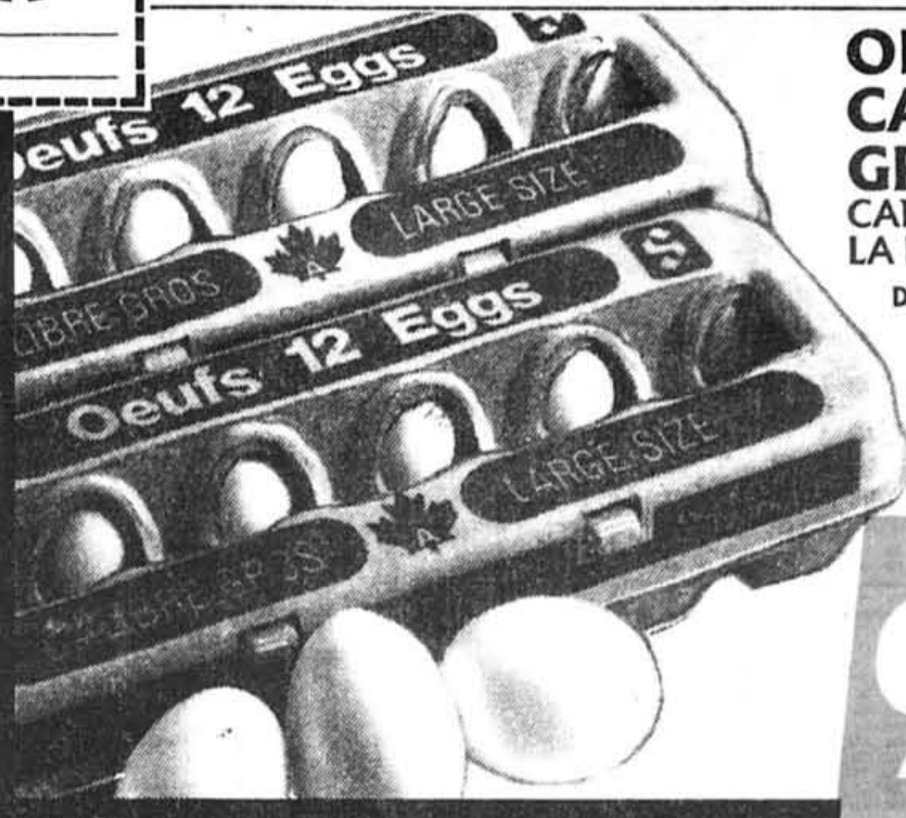
Question - Qui est l'animateur de l'émission "Stepping Out" le mercredi de 19h00 à 19h30 au réseau CBC canal 6?



CAFÉ INSTANTANÉ MAXWELL HOUSE
BOCAL DE 227 g

Désolés, limite de 3 par client.

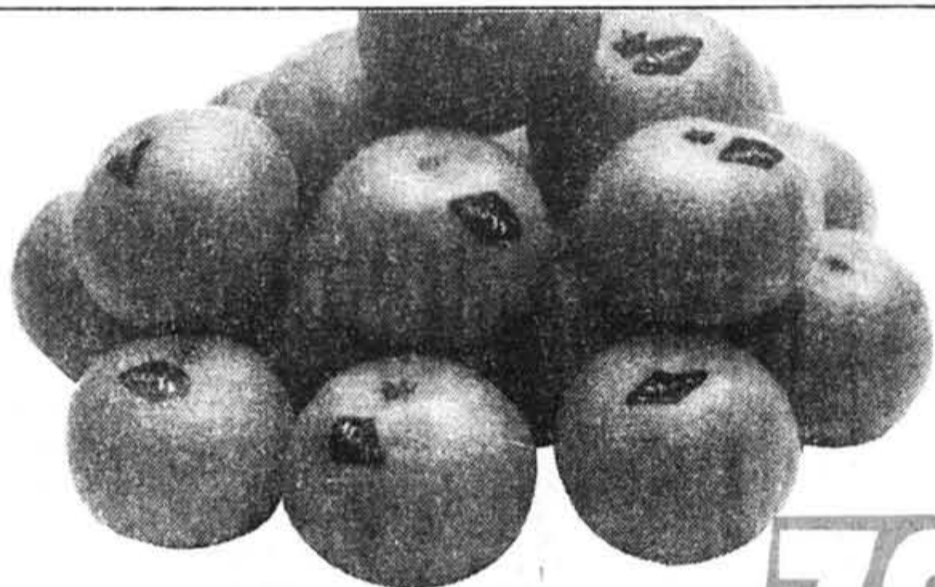
3⁹⁹



OEUF CALIBRE GROS CANADA "A" LA DOUZAINÉ

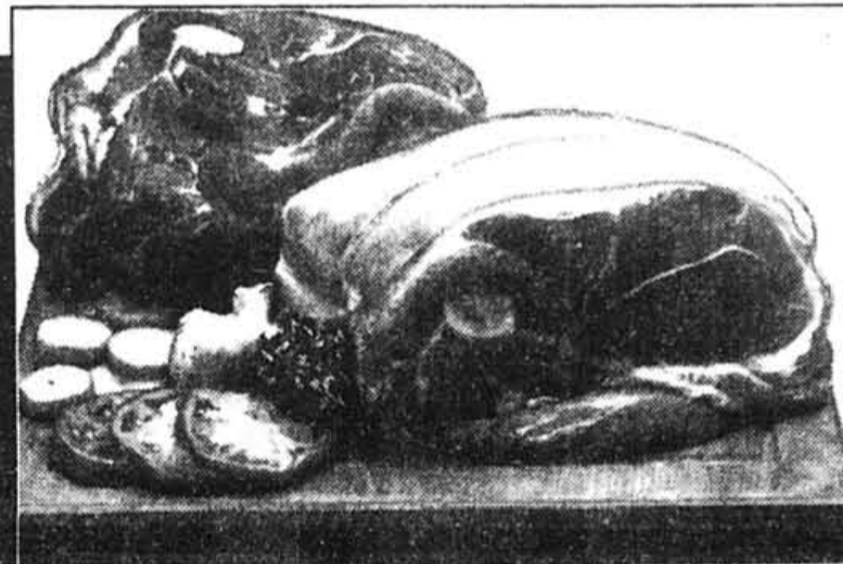
Désolés, limite de 2 douzaines par client.

99^c



CLÉMENTINES
PRODUIT DU MAROC ou DE L'ESPAGNE

79^c /lb
174 /kg

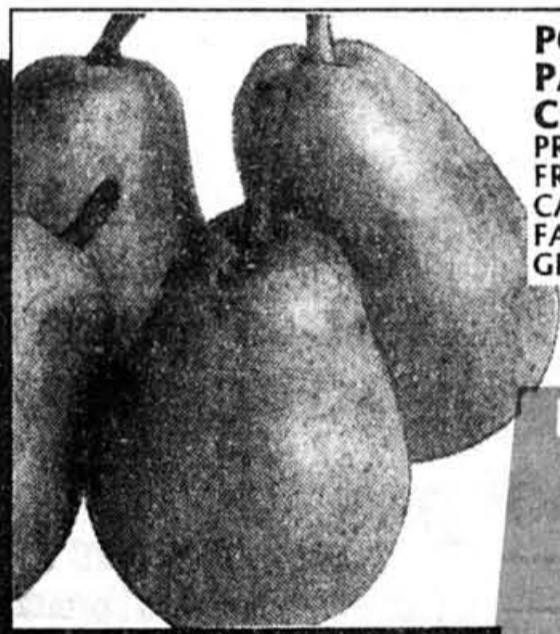


ÉPAULE DE PORC FRAIS GENRE PICNIC

99^c /lb
218 /kg

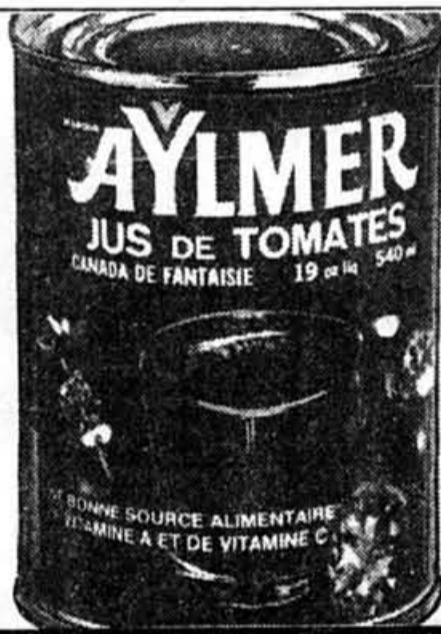
SOC DE PORC FRAIS

1⁰⁹ /lb
240 /kg



POIRES PASSE-CRASSANE
PRODUIT DE FRANCE
CANADA DE FANTAISIE
GROSSEUR 45

1⁰⁹ /lb
240 /kg



JUS DE TOMATES AYLMER
CANADA DE FANTAISIE
BTE DE 540 mL

2/78^c



RÔTI ou TRANCHE DE CÔTES CROISÉES DÉSOSSÉS
BOELIF ESTAMPILLE CATEGORIE CANADA "A"

2⁸⁷ /lb
633 /kg



ANTISUDORIFIQUE - SECRET
PARFUMÉ ou INODORE
A BILLE - 60 mL ou BATONNET DE 60 g
ou BOMBE AÉROSOL DE 200 mL - AU CHOIX
ou DENTIFRICE AU FLUORURE - CREST
ORDINAIRE, A LA MENTHE ou EN GELÉE
2 TUBES DE 100 mL PLUS PRIME DE 4 MARQUEURS CRAYOLA

2⁴⁷



EAU DE JAVEL CONCENTRÉE LAVO
CONT. DE 3,6 L

99^c



ESSUIE-TOUT WHITE SWAN
COULEURS AU CHOIX
PQT DE 2 ROUL.

89^c



VOTRE SUPERMARCHÉ DES FÊTES!

Les articles annoncés dans ces pages sont en réclame aux supermarchés situés dans la ville principale de diffusion de ce journal et sa proche banlieue. Les conditions climatiques peuvent influencer la quantité et la qualité de nos approvisionnements en fruits et légumes. Cependant nous tenons à vous garantir en tout temps le meilleur choix disponible sur le marché. Pas de garantie de prix sur certains articles non alimentaires. Il se peut également que certaines illustrations soient prises à titre indicatif seulement et ne correspondent pas exactement à l'article annoncé. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Le texte prévaut en tout temps. Si un supermarché est à court d'un produit annoncé, veuillez demander un bon de garantie au comptoir d'information.

Prix en vigueur du lundi 25 novembre au samedi 30 novembre 1985 inclusivement.

Table with market data for WINNIPEG, BLE-FOURRAGER, CHICAGO, VANCOUVER, GRAINE COLZA, SEIGLE, ORGE (Alberta), and ORGE (Thunder bay). Columns include dates and prices.

Table with market data for OBLIGATIONS, GOUVERNEMENT DU CANADA, and CORPORATIONS. Columns include dates and interest rates.

Section titled 'L'OR' featuring a portrait of Jean-G. Chaput and text about gold prices and market trends.

Advertisement for 'Crédit Foncier' with '8 1/4%' and '10 3/8%' interest rates and 'PLACEMENTS À TERME GARANTI'.

Table with market data for DIVIDENDES, listing various companies and their dividend rates.

Section titled 'L'ARGENT' and 'LE DOLLAR' with text about silver and dollar exchange rates.

Advertisement for 'LE 1600 OUEST HENRI-BOURASSA' with details about the building and contact information.

Section titled 'FRUITS/LÉGUMES' and 'LES BESTIAUX' with prices for various agricultural products.

Section titled 'DENRÉES AGRICOLES' with prices for various food items.

Advertisement for 'Le DORAL' featuring a large image of a building and text about office space.

Table with market data for FONDS MUTUELS, listing various mutual funds and their performance.

Large advertisement titled 'PROPOSITIONS D'AFFAIRES' with multiple numbered sections (705-735) for real estate and business services.

Large advertisement for 'Le Centre Sheraton Montréal' with a cartoon illustration and text about holiday accommodations.

Teccart formera une banque d'experts pour les firmes US

■ Un établissement spécialisé en électronique, le collège Teccart, compte dresser très bientôt une liste ou banque d'experts (ingénieurs, techniciens, agronomes, ouvriers spécialisés, éducateurs, etc.) qu'il mettra à la disposition d'entreprises américaines travaillant dans les pays étrangers de langue française.

JACQUES BENOIT

La banque, qui sera connue sous le nom de Teccart Ressources, permettra ainsi à des Québécois de trouver du travail à l'étranger.

« Nous avons identifié 400 entreprises américaines qui sont actives dans le monde francophone. D'habitude, ces entreprises vont à Paris quand elles ont besoin de gens. Pourquoi ne viendraient-elles pas ici? », faisait observer hier Robert Goudreau, président-directeur général du collège, en annonçant la chose.

Les possibilités d'embauche offertes par ces entreprises sont importantes, et en fait plus grandes que toutes celles que génèrent les compagnies québécoises actives en dehors du pays, précisait de son côté Pierre Allard, vice-président aux affaires internationales du collège, qui a lui-même des experts en mission dans 12 pays étrangers.

« Parfois, et même pour des pays comme la Colombie, en Amérique du Sud, les Américains préfèrent employer des Québécois à cause de leur facilité à apprendre la langue et à s'adapter », ajoutait-il.

Inscription

L'inscription à la banque est gratuite, et on pourra s'y inscrire par le moyen du formulaire qui sera publié dans les journaux du samedi 30 novembre, dont LA PRESSE. Une fois la banque constituée, le collège en fera connaître l'existence aux entreprises.

« Comme c'est gratuit, on ne peut pas tout faire. Ce seront des blind dates, et nous serons des entremetteurs, pour le bien... », note Robert Goudreau.

Déjà, tous les mois, le collège reçoit près d'une vingtaine de demandes d'experts de la part d'entreprises américaines, telles Telemédia, de Chicago, Medical Care Development, Zenex Corporation, etc.

« Il s'agit d'entreprises avec qui nous sommes en contact de façon indirecte, ajoutait Pierre Allard, et dont les activités ne sont pas du domaine de l'électronique. Nous n'allons pas transformer nos activités lucratives en opérations sans but lucratif ».

Fondé en 1945, c'est pour souligner son quarantième anniversaire que Teccart, collège privé reconnu d'intérêt public par le ministère de l'Éducation, a décidé de créer cette banque de ressources humaines, selon Robert Goudreau.

B de M: bénéfice de \$339 millions

■ La Banque de Montréal a terminé son exercice financier le 31 octobre avec un bénéfice net de \$339,2 millions ou \$3,75 par action, comparativement à un bénéfice de \$283,4 millions ou \$3,37 par action l'an dernier. Au dernier trimestre, le bénéfice a été de \$91,7 millions ou \$1,01 par action, en regard d'un bénéfice de \$73,4 millions ou 83 cents par action l'an dernier. Les résultats de 1985 comprennent ceux de Harris BankCorp., dont la Banque de Montréal a fait l'acquisition en septembre de l'an dernier. À la fin de l'exercice, les prêts s'élevaient à \$52 milliards (comparativement à \$48 milliards l'an dernier), les dépôts à \$71,39 milliards (comparativement à \$66,67 milliards l'an dernier) et l'actif à \$82,4 milliards (comparativement à \$76,5 milliards l'an dernier).

L'institution note que l'amélioration de ses états financiers peut être attribuée à divers facteurs comme l'augmentation des revenus d'intérêt, la croissance des actifs, l'activité sur les marchés internationaux de devises et une marge accrue sur les avoirs en titres et valeurs. Mais elle souligne qu'en contrepartie l'écart entre l'intérêt payé sur les dépôts et l'intérêt perçu sur les prêts s'est élargi au Canada.

Les revenus nets d'intérêt ont augmenté de \$338,7 millions et sont passés à \$1,97 milliard tandis que les autres revenus d'exploitation sont passés de \$499,3 millions l'an dernier à \$682 millions cette année.

Par ailleurs, les pertes réelles sur prêts sont tombées cette année de \$35,1 millions à \$330 millions mais les provisions pour pertes sur prêts sont passées de \$375 millions l'an dernier à \$428,5 millions cette année.

Désirez-vous recevoir votre correspondance à:

l'école la maison

Nom du participant ou délégué de l'équipe: _____ Prénom: _____

Adresse: _____ App.: _____

Ville: _____ Code Postal: _____

Tel.: école _____ Tel.: maison _____

Noms et prénoms des coéquipiers (s'il y a lieu): _____

Personne-ressource: _____

Nombre de garçons dans l'équipe: _____ Nombre de filles: _____

Désirez-vous recevoir la correspondance en:

français anglais

Nombre d'étudiants de l'équipe inscrits au programme d'éducation aux adultes: _____

Ecole fréquentée: _____

niveau secondaire

niveau collégial

niveau universitaire

Payé par: chèque mandat

Signature des participants - Chef d'équipe: _____

C O N C O U R S

La Bourse, c'est aussi pour moi!

Le concours offre aux étudiants la possibilité de gérer un portefeuille fictif de 50 000 \$

Prix:
1 prix de 1 500 \$
2 prix de 1 000 \$
2 prix de 500 \$
seront accordés à chacun des niveaux

Date limite d'inscription:
29 novembre 1985

Concours:
13 janvier au 11 avril 1986

Frais d'inscription:
Niveau secondaire: 5 \$ par participant
Niveau collégial: 5 \$ par participant
Niveau universitaire: 15 \$ par participant

Bourse de Montréal
"La Bourse, c'est aussi pour moi!"
800, square Victoria
C.P. 456
Montréal (Québec)
H4Z 1A9

En collaboration avec

la presse 

chez Sears Pour vous,

Outils Craftsman exclusifs à Sears... reconnus pour qualité, durabilité et fiabilité

Rabais 60\$ - 90\$

outils à moteur

149⁹⁸
ch.

Robot électrique avec coffret. Moteur universel. No 24901. Sears ord. 209,98\$.



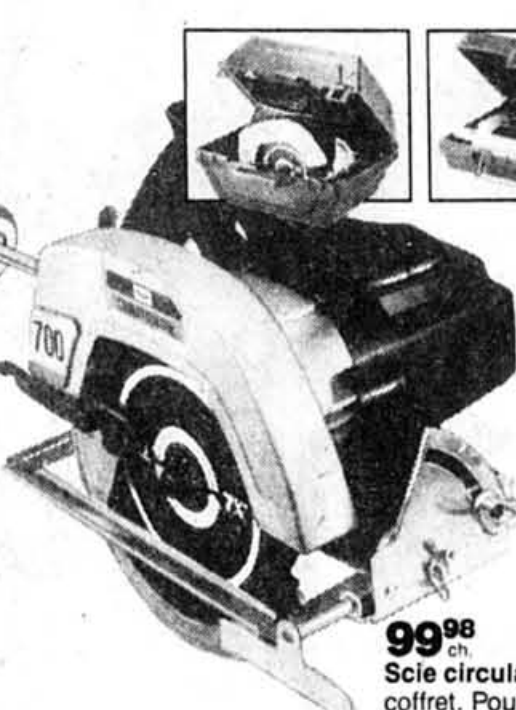
79⁹⁸
ch.

Notre perceuse la plus vendue. Coffret en plastique. No 22984. Sears ord. 149,98\$.



99⁹⁸
ch.

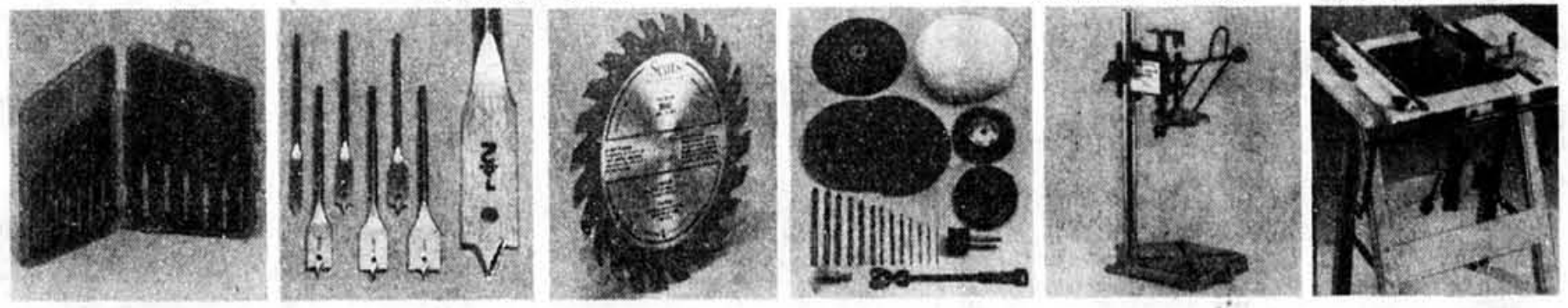
Scie circulaire avec coffret. Pour travaux moyens. No 21900. Sears ord. 169,98\$.



99⁹⁸
ch.

Scie sauteuse de luxe. Avec coffret. No 23909. Sears ord. 189,98\$.





- | | | | | | |
|---|--|---|---|---|---|
| <p>Rabais 5\$
Jeu de 13 forets pour perceuse. 1/16-1/4". No 75302. Sears ord. 14,99\$. Ch.....9,99\$</p> | <p>Rabais 5\$
Jeu de 6 mèches à bois. De 3/8 à 1". No 75033. Sears ord. 19,99\$. Ch.....14,99\$</p> | <p>Rabais 5\$
Lame à pointe au carbure. 7-7 1/4". No 30256. Sears ord. 17,99\$. Ch.....12,99\$</p> | <p>Rabais 4\$
20 pièces à poncer/polir. Pour perceuse. No 75028. Sears ord. 12,99\$. Ch.....8,99\$</p> | <p>Rabais 10\$
Support pour perceuse. Pour modèles 1/4 et 3/8". No 75073. Sears ord. 44,99\$. Ch.....34,99\$</p> | <p>Rabais 30\$
Scie à table à grande surface. No 74004. Sears ord. 99,99\$. Ch.....69,99\$</p> |
|---|--|---|---|---|---|

c'est N O É L chez Sears

Prix en vigueur jusqu'au 30 novembre 1985, ou jusqu'à épuisement des stocks.

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 9h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 9h30 à 21h le jeudi et le vendredi; de 9h à 17h le samedi. Ville Saint-Laurent, Place Vertu, 335-7770; Brossard, Mail Champlain, 465-1000; Anjou, Galeries d'Anjou, 353-7770; Laval, Carrefour Laval, 682-1200; St-Jérôme, Carrefour du Nord, 430-9980; St-Jean Carrefour Richelieu, 349-2651. Copyright Canada, 1985, Sears Canada Inc.

Le CN fait des concessions et signe un contrat de cinq ans avec Amtrak

Les représentants du Canadien National et de la société américaine Amtrak ont paraphé hier un contrat d'une durée de cinq ans, concernant les modalités

d'exploitation des trains *Montrealer* et *Adirondack*.

Dans ce dernier cas, le contrat entrera en vigueur le 12 janvier 1986, date à laquelle l'*Adirondack*

déménagera de la gare Windsor à la Gare centrale. Ce train relie Montréal à New York de jour, via Albany. Quant au *Montrealer*, il circule de nuit entre Washington et la Gare centrale à Montréal.

Selon le communiqué du CN, ces ententes conclues après plusieurs séances de négociation, expriment la détermination des transporteurs d'en arriver à des formules de compromis acceptables au sujet des coûts d'exploitation et des exigences de service en tenant compte des contraintes de chacun.

«Conscient des contraintes financières de la société Amtrak, consécutives aux réductions des subventions déjà annoncées par le gouvernement américain, le CN a consenti à réviser sa position et à faire des concessions importantes pour assurer la continuité et l'intégrité de ces deux services voyageurs», a commenté M. Roger Lagacé, vice-président du CN pour la région du Saint-Laurent.

«Le nouveau contrat réduit sensiblement les coûts d'exploitation d'Amtrak et propose des formules beaucoup plus souples sur l'utilisation des services et des ressources du CN. La coopération que nous a manifestée la direction du CN ne s'est jamais démentie tout au long des négociations et cette attitude fort encourageante est grandement responsable de la continuation des services», a précisé M. Jim Larson, vice-président adjoint (Contrats), chez Amtrak.

Conformément à l'entente, le CN exploitera le train *Montrealer* entre East Alburgh, au Vermont, et la Gare centrale, et le train *Adirondack* entre Rouses Point et Montréal.

LA BOURSE

Le titre Texaco perd 2 1/4 à Wall Street

Sauf pour Texaco et ses difficultés juridiques et financières qui laissent place hier à l'hypothèse d'une faillite de cette pétrolière, c'était le calme à peu près plat à Wall Street où la moyenne des industrielles de Dow Jones s'est hissée péniblement à 1156,77 pour un gain de 0,12.

C'est apparemment Alfred DeCrane lui-même, président de Texaco, qui a soulevé la possibilité d'une faillite «en dernier ressort» de la compagnie, en soulignant que Texaco veut en appeler du jugement la condamnant à verser plus de \$10 milliards à Penzoil (à la suite de l'acquisition de Getty Oil) mais que si la loi texane l'oblige à déposer un cautionnement de \$12 milliards pour ce faire, une déclaration de faillite pourrait être envisagée. En Bourse, le titre a perdu hier 2 1/4 à 32 sur un virement de 8 319 300 actions. American Express venait en deuxième chez les plus actives avec un gain de 1/4 à 40 1/2 sur un virement de 4,5 millions d'actions. Globalement, les titres en baisse et les titres en hausse étaient presque à égalité sur un virement de 123,92 millions d'actions.

Entre-temps, l'indice composé de la Bourse de Toronto a connu son troisième recul consécutif depuis qu'il a atteint un sommet de tous les temps jeudi dernier. L'indice a fermé à 2811,54, en baisse de 8,38, sur un virement de 15,5 millions d'actions. Les titres en régression l'emportaient à 392 contre 342 sur ceux en progrès et les aurifères ont cédé 37,91 à 4536,09.

Parmi les plus actives, on remarquait la Banque de Montréal, qui a gagné 3/4 à 33 1/2; la Banque de Nouvelle-Ecosse, qui a perdu 1/4 à 14 1/2 et la Banque Continentale du Canada qui a cédé 1/4 à 10 1/2. En baisse de 1/2, Gulf Canada était la plus active et elle a fermé à 20 1/2.

À Montréal, le portefeuille du marché a clôturé à 136,36, en baisse de 0,68, sur un virement de 2 614 000 actions.

FAITES FRUCTIFIER VOTRE ARGENT DAVANTAGE

Si votre argent ne travaille pas aussi fort pour vous que vous travaillez pour votre argent, améliorez votre situation avec MARATHON BROWN.

Realisez des économies sur les commissions de 70, de 80, même de 85 % et ce faisant transformez une plus grande tranche de vos dollars investis en dollars actifs.

Transigez avec votre courtier lorsque vous avez besoin de conseils, sinon laissez

MARATHON BROWN faire fructifier votre argent.

Services de courtage hors pair et économies substantielles d'une maison de courtage à escomptes solidement capitalisée - MARATHON BROWN, chef de file du courtage à escomptes au Canada où votre argent travaille plus fort.

Ouvrez un compte aujourd'hui et renseignez-vous sur nos REER autogérés exceptionnels.

Commissions	Courtiers à service complet*	MARATHON BROWN	ECONOMIES en \$	ECONOMIES en %
500 à 20 \$	215 \$	55 \$	160 \$	74 %
1 000 à 15 \$	370 \$	80 \$	290 \$	78 %
2 000 à 25 \$	710 \$	150 \$	590 \$	80 %

*selon une étude réalisée en octobre 1985

DIAMANTS

LES AVEZ-VOUS ACHETÉS COMME PLACEMENT?
EST-CE QUE VOTRE FOURNISSEUR EST ENCORE EN AFFAIRES?
VOTRE PLACEMENT PEUT ÊTRE SAUVÉ!
UN IMPORTATEUR AVEC 20 ANS D'EXPÉRIENCE A LA RÉPONSE.
APPELEZ LE: 1-800-268-9372



L'avantage de la qualité et des valeurs sûres.

Financement à 9,5%

Sur tous nos nouveaux modèles
**ESCORT · LYNX · TEMPO
TOPAZ · MUSTANG · CAPRI**

Offert sur le montant total financé sur toute la durée du contrat, maximum 36 mois. Cette offre s'applique aux véhicules en stock vendus à des particuliers. Financement prolongé de 37 à 60 mois aussi offert au taux favorable de 11,5%. Tous les détails chez les concessionnaires Ford et Mercury participants: mais faites vite, cette offre est d'une durée limitée.

FORD La qualité, chez Ford, passe avant tout. **MERCURY**

MONTRÉAL **875-7421** (au Québec, hors de Montréal) 1-800-361-8600

Veuillez me faire parvenir votre dossier "escomptes véritables". Français Anglais

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prév. _____
Code postal _____ Tél. _____



MARATHON BROWN Edifice Sun Life,
1155, rue Metcalfe, bureau 2160, Montréal, Québec H3B 2X8
Bureaux à Toronto, Montréal, Calgary, Vancouver.
Marathon Brown & Cie Inc. est une filiale de la Société First Marathon Limitée, membre des bourses de Toronto, de Montréal, de l'Alberta et de Vancouver, ayant accès à toutes les bourses de valeurs mobilières et d'options aux États-Unis.

ESCOMPTES VÉRITABLES POUR L'INVESTISSEUR AVERTI



Antigel pour concentration d'essence 19
150 ml. Limite: 4 par client tout 603 en route en stock.

VENTE DE TOUS LES PNEUS D'HIVER EN STOCK!

<p>RADIAL À GLACE F32S</p>  <p>Le radial à glace F32S est le radial d'hiver de qualité supérieure de Goodyear. Il offre traction impeccable en hiver sur la glace et la neige durcie, sans crampons en métal. Si vous recherchez traction fiable en hiver, le radial à glace F32S est le pneu qu'il vous faut.</p>	<p>RADIAL D'HIVER VIVA XG</p>  <p>La bande de roulement du radial d'hiver Viva Xtra Grip comporte de gros crampons mordants gage de traction impeccable pendant tout l'hiver.</p>	<p>SUBURBANITE POLYGLAS</p>  <p>Le Suburbanite Polyglas est un pneu de première qualité à plis en biais avec ceinture. Les crampons chevauchants mordants du centre de la bande de roulement sont gage de traction maximale en hiver.</p>	<p>RADIAL DE PERFORMANCE EAGLE M+S</p>  <p>Si vous êtes propriétaire d'une voiture sport agile et rapide, il vous faut un pneu d'hiver dont la performance y est assortie. Le pneu Eagle M+S offre traction supérieure et flanc de style attrayant afin que votre voiture se distingue en tout temps.</p>
--	---	---	---

Chez Goodyear, nous sommes les spécialistes des pneus d'hiver.

PROTECTION CONTRE LES IMPRÉVUS DE LA ROUTE. Protégez votre placement en pneus. Informez-vous au sujet du programme de protection en option de Goodyear contre les imprévus de la route.



<p>MONTRÉAL 9170, rue Sherbrooke est 352-2682 5750, Côte de Liesse 731-6471 2815, rue Ontario est 527-6384 AHUWTSIC 10220, boul. St. Laurent 381-2591</p>	<p>MONTRÉAL, CENTRE-VILLE 11, boul. de Maisonneuve est 848-8031 PAPINEAU 5135, Papineau 527-8654 ST-LEONARD 9255, boul. Lacordaire 325-3280</p>	<p>LAWAL-CHOMÉDEY 1250, boul. Labelle 688-3575 LAWAL-PONT-VIAU 366, boul. des Laurentides 667-0210 LA BALLE 1870, av. Dollard 363-0633 VERDUN 4000, av. Verdun 791-4568</p>	<p>CHATEAUGUAY 104, boul. d'Anjou 491-3160 LONGUEUIL 85, boul. Ste-Foy 678-5250 DOLLARD-DES-ORMEAUX 4910, chemin des Sources 684-9532 ST. MICHEL 3845, rue Jean-Talon est 729-4384</p>	<p>CENTRES DE CAMIONS GOODYEAR ST. LAURENT 1340, montée de Liesse 334-9312 ANJOU 8301, boul. Métropolitain 354-7444</p>
--	--	--	---	--

• De 7 h 30 à 18 h 00 en semaine • Samedi: de 7 h 30 à 17 h 00 • Garantie à l'échelle nationale • Portez le tout à votre compte

LOUEZ LA VOLVO 240 DL 1986

Constataz sa plus grande transformation depuis 20 ANS

Pour aussi peu que **\$316** par mois plus taxe

3 ANS DE GARANTIE, KILOMÉTRAGE ILLIMITÉ



up-town automobiles itée

8300, boul. Décarie (pres. de Royalmount) **737-6666**